

**COMPAGNIE DE L'OCCIDENT
POUR LA FINANCE ET L'INDUSTRIE S.A.**

RAPPORT SEMESTRIEL

AU

30 JUIN 2015

NON AUDITÉ

COFI
Société anonyme
2, rue de l'Eau • L-1449 Luxembourg
Capital social: EUR 163.300.000,00 entièrement libéré
R.C.S.: Luxembourg B 9539

SOMMAIRE

1. ORGANES DE LA SOCIÉTÉ	5
2. CHIFFRES CLÉS	6
3. COMPTES SEMESTRIELS INDIVIDUELS AU 30 JUIN 2015	
3.1. RAPPORT DE GESTION	8
3.2. BILAN ET COMPTE DE PROFITS ET PERTES	10
3.3. ANNEXE LÉGALE AUX COMPTES SEMESTRIELS	14
4. ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS AU 30 JUIN 2015	
4.1. RAPPORT DE GESTION CONSOLIDÉ	27
4.2. ORGANIGRAMME DU GROUPE	35
4.3. ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE	36
4.4. ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL	38
4.5. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉ	40
4.6. ÉTAT CONSOLIDÉ DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES	42
4.7. NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS	44

ORGANES DE LA SOCIÉTÉ

CONSEIL D'ADMINISTRATION**Président**Frédéric Wagner ^{1, 2, 3, 4}**Vice-Président**Massimo Trabaldo Togna ^{1, 4}**Administrateurs**Jean Bodoni ³Americo Bortuzzo ^{1, 2}Robert Hoffmann ¹Jean Noël Lequeue ^{1, 2, 4}Bruno Panigadi ³**Secrétaire**

Bruno Panigadi

RÉVISEUR D'ENTREPRISES AGRÉÉ

BDO Audit

Luxembourg

- 1 Comité nominations & rémunérations
- 2 Comité d'audit & *compliance*
- 3 Comité de direction
- 4 Comité de stratégie bancaire

CHIFFRES CLÉS

États financiers individuels

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2014
Fonds propres (y inclus le résultat)	231.449	225.834	223.984
Total du bilan	237.086	228.563	227.792
Total des immobilisations financières	187.072	186.364	184.816
Profit net	15.527	13.069	11.233

États financiers consolidés

en milliers de EUR		30/06/2015	31/12/2014	30/06/2014
Résultat net consolidé		16.201	25.154	11.181
Résultat net consolidé, part du Groupe		16.096	24.935	11.413
Fonds propres consolidés, part du Groupe (y inclus le résultat)		455.005	413.444	407.975
Intérêts minoritaires		(1.346)	114	(145)
Total du bilan consolidé		4.173.473	3.840.309	3.359.450
Actions émises	n°	20.000.000	20.000.000	20.000.000
Actions détenues par la société	n°	565.946	565.946	565.946
Actions en circulation à la fin de l'exercice	n°	19.434.054	19.434.054	19.434.054
Moyenne pondérée des actions en circulation pour l'exercice	n°	19.434.054	19.457.793	19.462.206
Valeur estimée par action ⁽¹⁾	EUR	23,41	21,25	20,96
Bénéfice net par action ⁽²⁾	EUR	0,83	1,28	0,59

(1) La valeur estimée correspond au montant des Fonds propres consolidés, part du Groupe, divisé par la moyenne pondérée des actions en circulation.

(2) Le bénéfice net par action correspond au montant du résultat net consolidé, part du Groupe, divisé par la moyenne pondérée des actions en circulation.

**ÉTATS FINANCIERS INDIVIDUELS
AU 30 JUIN 2015**

<p style="text-align: center;">RAPPORT DE GESTION AU 30 JUIN 2015</p>

Pour la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2015, COFI a enregistré un profit net de EUR 15.526.895,30 (30.06.2014 : EUR 11.233.057,16), en progression d'environ 38% par rapport à la même période de l'exercice précédent.

Les dividendes provenant d'entreprises liées s'élèvent à EUR 14.443.923,39 (30.06.2014 : EUR 11.488.131,53).

Les opérations sur titres et autres valeurs mobilières ont engendré un profit de EUR 314.940,35 (30.06.2014 : perte de EUR 156.162,63).

Les transactions en devises étrangères ont aussi bénéficié des marchés favorables enregistrant un profit net de EUR 718.121,12 (30.06.2014 : EUR 428.074,10).

Au 30 juin 2015, le total des fonds propres, s'élève à EUR 231.449.369,90 (31.12.2014 : 225.833.842,14) y inclus le résultat de l'exercice.

Le total des immobilisations financières, net de corrections de valeur, s'élève à EUR 187.072.016,61 (31.12.2014 : EUR 186.363.969,61); les variations les plus significatives à signaler durant la période sous revue sont les suivantes :

- achat de 1,5% d'actions *Cassa Lombarda SpA* au prix de EUR 2.008.200,00, dans le cadre d'une option ;
- remboursement par *Dorfina SA* de l'avance actionnaires de EUR 1.800.000,00 ;
- reprises de la correction de valeur de EUR 500.000,00 enregistrée sur la filiale *Sartoria Saint Andrews Milano SpA*.

Au 30 juin 2015, COFI s'est engagée à libérer le capital non encore appelé de fonds d'investissements pour un montant totalisant EUR 544.401,06 (31.12.2014 : EUR 650.047,00).

COFI est également engagée pour un montant de EUR 1.378.800,00 (31.12.2014 : EUR 3.447.000,00) concernant l'option d'achat portant sur 1% du capital social d'une filiale ; cette option peut être exercée jusqu'au 30 juin 2016.

Rapport de gestion au 30 juin 2015 (suite)

Au cours du premier semestre et jusqu'à aujourd'hui, la Société n'a pas acheté d'actions propres. Au 30 juin 2015, COFI détient 565.946 de ses propres actions.

Depuis la clôture du premier semestre 2015 et jusqu'à ce jour, aucun fait significatif n'est à signaler.

Luxembourg, le 30 octobre 2015

pour le Conseil d'Administration
Frédéric Wagner
Président

BILAN

en EUR	notes	30/06/2015	31/12/2014
ACTIF			
C. ACTIF IMMOBILISÉ		187.072.169,61	186.363.969,61
III. Immobilisations financières	2.4, 3	187.072.169,61	186.363.969,61
1. Parts dans des entreprises liées	3.1	182.458.700,94	180.450.500,94
2. Créances sur des entreprises liées	2.5, 3.2	72.000,00	1.872.000,00
3. Parts dans des entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	3.3	2.257.600,00	1.757.600,00
5. Titres ayant le caractère d'immobilisations	3.4	1.340.513,91	1.340.513,91
6. Prêts et créances immobilisées	2.5, 3.5	943.354,76	943.354,76
D. ACTIF CIRCULANT		50.013.389,17	42.198.891,18
II. Créances	2.5, 4	278.415,00	185.610,00
4. Autres créances	2.5, 4	278.415,00	185.610,00
a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an		278.415,00	185.610,00
III. Valeurs mobilières	2.6	13.911.744,38	15.176.218,84
2. Actions propres ou parts propres	5	5.438.202,34	5.438.202,34
3. Autres valeurs mobilières	6	8.473.542,04	9.738.016,50
IV. Avoirs en banques, avoirs en compte de chèques postaux, chèques et en caisse	7	35.823.229,79	26.837.062,34
TOTAL ACTIF		237.085.558,78	228.562.860,79

Les notes annexées font partie intégrante des états financiers

BILAN

en EUR	notes	30/06/2015	31/12/2014
PASSIF			
A. CAPITAUX PROPRES	8	231.449.369,90	225.833.842,14
I. Capital souscrit	9	163.300.000,00	163.300.000,00
IV. Réserves		18.873.935,46	18.173.935,46
1. Réserve légale	10	6.400.000,00	5.700.000,00
2. Réserve pour actions propres ou parts propres	11	5.438.202,34	5.438.202,34
4. Autres réserves	12	7.035.733,12	7.035.733,12
V. Résultats reportés		33.748.539,14	31.291.375,80
VI. Résultat de l'exercice		15.526.895,30	13.068.530,88
C. PROVISIONS		2.695.190,70	2.265.588,81
1. Provisions pour pensions et obligations similaires	13	2.322.020,70	2.079.003,81
2. Provisions pour impôts	14	373.170,00	186.585,00
D. DETTES NON SUBORDONNÉES	2.7, 15	2.940.998,18	463.429,84
4. Dettes sur achat et prestations de services		48.151,00	192.280,20
<i>a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an</i>		<i>48.151,00</i>	<i>192.280,20</i>
8. Dettes fiscales et dettes au titre de la sécurité sociale		133.122,12	761,71
<i>a) dettes fiscales</i>		<i>132.284,21</i>	<i>0,00</i>
<i>b) dettes au titre de la sécurité sociale</i>		<i>837,91</i>	<i>761,71</i>
9. Autres dettes		2.759.725,06	270.387,93
<i>a) dont la durée résiduelle est inférieure ou égale à un an</i>		<i>2.759.725,06</i>	<i>270.387,93</i>
TOTAL PASSIF		237.085.558,78	228.562.860,79

Les notes annexées font partie intégrante des états financiers

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

en EUR	<i>notes</i>	01/01/2015 30/06/2015	01/01/2014 30/06/2014
CHARGES			
1. Consommation de marchandises et de matières premières et consommables		6.054,15	2.859,24
2. Autres charges externes	16	154.233,54	262.771,69
3. Frais de personnel	17	22.415,81	18.633,61
5. Autres charges d'exploitation	18	78.400,00	63.200,00
7. Corrections de valeurs et ajustements de juste valeur sur éléments financiers actif circulant. Moins-values de cessions des valeurs mobilières		0,00	186.333,73
8. Intérêts et autres charges financières		24,19	151,79
b) autres intérêts et charges		24,19	151,79
11. Impôts sur le résultat		3.210,00	3.210,00
12. Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus		209.516,65	198.123,44
13. Profit de l'exercice		15.526.895,30	11.233.057,16
TOTAL DES CHARGES		16.000.749,64	11.968.340,66

Les notes annexées font partie intégrante des états financiers

COMPTE DE PROFITS ET PERTES

en EUR	<i>notes</i>	01/01/2015 30/06/2015	01/01/2014 30/06/2014
PRODUITS			
5. Autres produits d'exploitation		12.733,86	12.127,50
6. Produits des immobilisations financières	19	14.943.923,39	11.488.131,53
a) provenant d'entreprises liées		14.443.923,39	11.488.131,53
b) autres produits de participations		500.000,00	0,00
7. Produits des éléments financiers de l'actif circulant	20	314.940,35	30.171,10
b) autres produits		314.940,35	30.171,10
8. Autres intérêts et autres produits financiers	21	729.152,04	437.910,53
b) autres intérêts et produits financiers		729.152,04	437.910,53
TOTAL DES PRODUITS		16.000.749,64	11.968.340,66

Les notes annexées font partie intégrante des états financiers

<p style="text-align: center;">ANNEXE LÉGALE AUX ÉTATS FINANCIERS INDIVIDUELS ARRÊTÉS AU 30 JUIN 2015</p>
--

1 GÉNÉRALITÉS

La Compagnie de l'Occident pour la Finance et l'Industrie a été constituée sous la forme d'une société anonyme le 14 avril 1971.

La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans d'autres sociétés luxembourgeoises ou étrangères, ainsi que la gestion, le contrôle et la mise en valeur de ces participations. La Société peut notamment acquérir par voie d'apport, de souscription, d'option, d'achat et de toute autre manière des valeurs mobilières et immobilières de toutes espèces et les réaliser par voie de vente, cession, échange ou autrement. La Société peut également acquérir et mettre en valeur tous brevets et autres droits se rattachant à ces brevets ou pouvant les compléter. La Société peut emprunter et accorder à d'autres sociétés dans lesquelles elle possède un intérêt tous concours, prêts, avances ou garanties. La Société peut également procéder à toutes opérations immobilières, mobilières, commerciales, industrielles et financières nécessaires et utiles pour la réalisation de l'objet social.

La dénomination sociale abrégée COFI, a été déposée comme marque internationale dans les pays suivants: Benelux, Italie, Principauté de Monaco et Suisse.

Depuis sa création, la Société n'a exercé aucune activité commerciale soumise à la TVA.

L'année sociale commence le 1^{er} janvier et finit le trente et un décembre de chaque année.

Annexe légale aux États financiers individuels arrêtés au 30 juin 2015

2 PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

2.1 PRINCIPES GÉNÉRAUX

Les états financiers sont établis conformément aux dispositions légales et réglementaires luxembourgeoises et aux pratiques comptables généralement admises.

2.2 CONVERSION DE DEVICES

Toutes les transactions exprimées dans une devise autre que l'EUR sont enregistrées en EUR au cours de change en vigueur à la date de transaction. L'actif immobilisé exprimé dans une devise autre que l'EUR est converti en EUR au cours de change historique en vigueur au moment de la transaction. À la date de clôture, à l'exception des créances et prêts, l'actif immobilisé reste converti au cours de change historique.

Les avoirs en banque sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de clôture des comptes. Les pertes et les profits de change en résultant sont enregistrés au compte de profits et pertes de l'exercice.

Les autres postes de l'actif et les passifs sont évalués individuellement au plus bas, respectivement au plus haut, de leur valeur au cours de change historique ou de leur valeur déterminée sur base des cours de change en vigueur à la date de clôture du bilan. Seules sont comptabilisées dans le compte de profits et pertes, les pertes de change non réalisées. Les bénéfices de change sont enregistrés au compte de profits et pertes au moment de leur réalisation.

2.3 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

Les immobilisations financières sont évaluées au prix d'acquisition et peuvent faire l'objet de corrections de valeur, afin de donner à ces éléments la valeur inférieure qui leur est attribuée à la date de clôture du bilan, si les administrateurs jugent que la dépréciation sera durable. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

Annexe légale aux États financiers individuels arrêtés au 30 juin 2015

2.4 CRÉANCES

Les créances sont évaluées à la valeur nominale diminuée, le cas échéant, des corrections de valeur devenues nécessaires, afin de les renseigner à leur valeur de réalisation. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

2.5 VALEURS MOBILIÈRES

Les valeurs mobilières sont évaluées à leur prix d'acquisition diminué, le cas échéant, de corrections de valeur lorsque le prix du marché est inférieur au prix d'achat. Ces corrections de valeur ne sont pas maintenues lorsque les raisons qui les ont motivées ont cessé d'exister.

2.6 PROVISIONS

Les provisions ont pour objet de couvrir des pertes ou des dettes qui sont nettement circonscrites quant à leur nature mais qui, à la date de clôture du bilan, sont ou probables ou certaines mais indéterminées quant à leur montant ou quant à leur date de survenance.

2.7 DETTES NON SUBORDONNÉES

Les dettes sont inscrites au bilan à leur valeur nominale ou, le cas échéant, à leur valeur de remboursement.

Annexe légale aux États financiers individuels arrêtés au 30 juin 2015

3 IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES - Variations de l'exercice

en EUR	30/06/2015	31/12/2014
Valeur d'acquisition au début de l'exercice	207.820.352,46	206.033.281,36
Augmentations au coût d'acquisition	2.008.200,00	2.125.571,10
Diminutions au coût d'acquisition	(1.800.000,00)	(338.500,00)
Valeur d'acquisition à la fin de l'exercice	208.028.552,46	207.820.352,46
Corrections de valeur au début de l'exercice	(21.456.382,85)	(21.222.538,62)
Corrections de valeur de l'exercice	0,00	(305.737,66)
Reprises de corrections de valeur de l'exercice	500.000,00	71.893,43
Corrections de valeur à la fin de l'exercice	(20.956.382,85)	(21.456.382,85)
Investissement net à la fin de l'exercice	187.072.169,61	186.363.969,61

3.1 PARTS DANS DES ENTREPRISES LIÉES*Entreprises dans lesquelles la société détient plus de 20% du capital*

	droit de vote en %	devise	Total des fonds propres	Résultat de l'exercice
Buddahrock Pty Ltd, Scone	100,00%	AUD	15.476.444,00	35.625,00
Cassa Lombarda SpA, Milano	64,63%	EUR	85.456.992,00	1.924.846,00
Dorfina SA, Lugano	100,00%	CHF	3.031.712,50	(79.960,95)
Glenbuddah Pty Ltd, Scone	100,00%	AUD	(1.812.353,00)	35.625,00
PKB Privatbank SA, Lugano	100,00%	CHF	288.538.629,66	11.777.911,75
Quintia SpA, Milano	100,00%	EUR	12.678.650,00	(171.356,00)
Shepton Cons & Serv SA, Luxemburg	60,00%	EUR	374.529,91	(73.694,33)
Sonetto Pty Ltd, Sydney	100,00%	AUD	205.243,00	0,00

Dans le tableau ci-dessus, le total des fonds propres inclut le résultat de l'exercice ; toutes les entreprises ont clôturé les états financiers au 30 juin 2015 et les données du tableau se réfèrent à cette date.

Annexe légale aux États financiers individuels arrêtés au 30 juin 2015

3.2 CRÉANCES SUR DES ENTREPRISES LIÉES

Entreprises dans lesquelles la société détient plus de 20% du capital

Au 30 juin 2015, il subsiste une avance de EUR 72.000,00 en faveur de *Shepton Consultadoria & Serviços SA*, Luxembourg.

3.3 PARTS DANS DES ENTREPRISES AVEC LESQUELLES LA SOCIÉTÉ A UN LIEN DE PARTICIPATION

Entreprises dans lesquelles la société détient plus de 20% du capital

	droit de vote en %	devise	Total des fonds propres	Résultat de l'exercice
Heptagon Investment Ltd, Tortola	30,30%	USD	3.723.319,62	(18.334,31)
Sartoria Saint Andrews Milano Spa	23,64%	EUR	7.910.139,00	1.044.685,00

Dans le tableau ci-dessus, le total des fonds propres inclut le résultat de l'exercice ; toutes les entreprises ont clôturé les états financiers au 30 juin 2015 et les données du tableau se réfèrent à cette date.

3.4 TITRES AYANT LE CARACTÈRE D'IMMOBILISATIONS

La Société détient une participation (10%) pour un montant de EUR 1.340.512,91 dans Bulk Malta Ltd, Malte. COFI détient également une participation (9,31257%) dans Euroceanica (UK) Ltd, Londres pour un montant de EUR 1,00 net de correction de valeur.

3.5 PRÊTS ET CRÉANCES IMMOBILISÉES

Au 30 juin 2015, il subsiste une avance de EUR 943.353,76 en faveur de Bulk Malta Ltd et de EUR 1,00, nette de correction de valeur, en faveur de Euroceanica (UK) Ltd.

Annexe légale aux États financiers individuels arrêtés au 30 juin 2015

4 CRÉANCES

Le montant de EUR 278.415,00 correspond aux acomptes payés à l'Administration des Contributions Directes (ACD). En considérant les provisions pour impôts de EUR 373.170,00 au passif du bilan, il subsiste une dette vis-à-vis de l'ACD de EUR 94.755,00.

5 ACTIONS PROPRES OU PARTS PROPRES

Au cours du premier semestre et jusqu'à aujourd'hui, la Société n'a pas acheté d'actions propres. Au 30 juin 2015, COFI détient 565.946 de ses propres actions.

6 AUTRES VALEURS MOBILIÈRES

en EUR	30/06/2015	31/12/2014
Actions	273.910,49	440.726,51
Fonds d'investissements	7.544.255,38	8.355.711,95
Obligations	636.843,09	936.519,09
Intérêts courus sur obligations	18.533,08	5.058,95
TOTAL	8.473.542,04	9.738.016,50

Annexe légale aux États financiers individuels arrêtés au 30 juin 2015

7 AVOIRS EN BANQUES, AVOIRS EN COMPTES DE CHÈQUES POSTAUX, CHÈQUES ET ENCAISSE

en EUR	30/06/2015	31/12/2014
Avoirs en banques, comptes à vue	31.472.035,44	25.666.031,13
Avoirs en banques, comptes à préavis	4.319.604,28	1.143.585,66
Avoirs en banques, comptes à terme	26.505,07	26.505,07
Intérêts courus sur les avoirs en banques	5.085,00	940,48
TOTAL	35.823.229,79	26.837.062,34

8 CAPITAUX PROPRES - Variations de l'exercice

en EUR	Capital souscrit	Réserves	Résultats reportés	Résultat de l'exercice	TOTAL
31 décembre 2014	163.300.000,00	18.173.935,46	31.291.375,80	13.068.530,88	225.833.842,14
affectation du résultat		700.000,00	12.368.530,88	(13.068.530,88)	0,00
attribution d'un dividende			(9.911.367,54)		(9.911.367,54)
résultat de l'exercice				15.526.895,30	15.526.895,30
30 juin 2015	163.300.000,00	18.873.935,46	33.748.539,14	15.526.895,30	231.449.369,90

9 CAPITAL SOUSCRIT

Le *Capital souscrit* se compose de 20 millions d'actions sans valeur nominale.

Compte-tenu des actions propres détenues par la société, 19.434.054 actions sont en circulation.

Annexe légale aux États financiers individuels arrêtés au 30 juin 2015

10 RÉSERVE LÉGALE

Il est fait annuellement sur les bénéfices nets un prélèvement d'au moins 5% affectés à la *Réserve légale*. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque la réserve a atteint 10% du capital social. Le montant affecté à la *Réserve légale* n'est pas distribuable.

11 RÉSERVE POUR ACTIONS PROPRES

En application de la loi, la société a doté la *Réserve pour actions propres* du même montant payé pour l'acquisition de ses actions propres.

Le montant affecté à la *Réserve pour actions propres* n'est pas distribuable.

12 AUTRES RÉSERVES

en EUR	30/06/2015	31/12/2014
Autres réserves	5.373.935,46	5.373.935,46
Réserve pour l'acquisition future d'actions propres	1.661.797,66	1.661.797,66
TOTAL	7.035.733,12	7.035.733,12

13 PROVISIONS POUR PENSIONS ET OBLIGATIONS SIMILAIRES

Les *Provisions pour pensions et obligations similaires* de EUR 2.322.020,70 (31.12.2014 : EUR 2.079.003,81) comprennent les sommes allouées à des salariés du Groupe payables au terme de leur collaboration.

L'augmentation est due à la réévaluation du franc suisse, monnaie dans laquelle sont exprimées les provisions allouées.

Annexe légale aux États financiers individuels arrêtés au 30 juin 2015

14 PROVISIONS POUR IMPÔTS

Les *Provisions pour impôts* de EUR 373.170,00 représentent les charges d'impôts estimées par la Société pour les exercices pour lesquels les bulletins d'imposition définitifs n'ont pas encore été reçus. Les avances payées figurent dans le poste *Autres créances* à l'actif du bilan.

15 DETTES

Les *Autres dettes*, dont le montant total s'élève à EUR 2.759.725,06, comprennent un montant de 2.677.265,82 EUR correspondant aux dividendes délibérés mais non encore payé à la date de clôture.

L'ensemble des dettes a une échéance inférieure à un an.

16 AUTRES CHARGES EXTERNES

en EUR	30/06/2015	30/06/2014
Loyers et charges locatives	33.226,20	31.684,20
Sous-traitance, entretiens et réparations	1.536,47	882,41
Rémunérations d'intermédiaires et honoraires	99.137,22	216.943,09
Primes d'assurance	1.544,66	1.624,64
Frais de marketing et de communication	17.106,15	11.637,35
Charges externes diverses	1.682,84	0,00
TOTAL	154.233,54	262.771,69

Annexe légale aux États financiers individuels arrêtés au 30 juin 2015

16.1 RÉMUNÉRATIONS D'INTERMÉDIAIRES ET HONORAIRES

en EUR	30/06/2015	30/06/2014
Services bancaires et assimilés	40.191,63	66.984,05
Honoraires	31.437,76	125.856,66
Autres rémunérations d'intermédiaires et honoraires	27.507,83	24.102,38
TOTAL	99.137,22	216.943,09

17 FRAIS DE PERSONNEL

en EUR	30/06/2015	30/06/2014
Rémunérations des salariés	19.840,48	18.139,86
Charges sociales (part patronale)	2.575,33	493,75
TOTAL	22.415,81	18.633,61

Au cours des exercices 2015 et 2014, la Société a employé en moyenne une personne à plein temps.

18 AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

en EUR	30/06/2015	30/06/2014
Tantièmes	78.400,00	63.200,00
TOTAL	78.400,00	63.200,00

Annexe légale aux États financiers individuels arrêtés au 30 juin 2015

19 PRODUITS DES IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES

en EUR	30/06/2015	30/06/2014
Dividendes provenant d'entreprises liées	14.443.923,39	11.488.131,53
Reprises de corrections de valeur sur entreprises avec lesquelles la société a un lien de participation	500.000,00	0,00
TOTAL	14.943.923,39	11.488.131,53

20 PRODUITS DES ÉLÉMENTS FINANCIERS DE L'ACTIF CIRCULANT

en EUR	30/06/2015	30/06/2014
Reprises corrections de valeur sur valeurs mobilières	275.462,26	0,00
Plus-value de cession de valeurs mobilières	5.081,53	0,00
Autres produits de valeurs mobilières	34.396,56	30.171,10
TOTAL	314.940,35	30.171,10

21 AUTRES INTÉRÊTS ET AUTRES PRODUITS FINANCIERS

en EUR	30/06/2015	30/06/2014
Intérêts bancaires et assimilés	10.129,36	9.836,43
Gains de change	709.939,43	428.074,10
Autres produits financiers	901,56	0,00
Reprises sur provisions financières	8.181,69	0,00
TOTAL	729.152,04	437.910,53

Annexe légale aux États financiers individuels arrêtés au 30 juin 2015

22 RÉMUNÉRATIONS, AVANCES ET CRÉDITS ACCORDÉS AUX MEMBRES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE SURVEILLANCE

Au cours de l'exercice 2015, un montant de EUR 98.000,00 (30.06.2014 : EUR 79.000,00) a été alloué aux membres des organes d'administration et de surveillance de la Société.

Aucune avance, aucun crédit, ni aucune garantie n'ont été accordés aux membres des organes d'administration et de surveillance dans la même période.

23 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Suite à l'appel de fonds de EUR 105.645,94, au 30 juin 2015 COFI reste engagée à verser un montant de EUR 544.401,06 aux fonds d'investissements souscrits.

COFI est également engagée pour un montant de EUR 1.378.800,00 (31.12.2014 : EUR 3.447.000,00) concernant l'option d'achat portant sur 1% du capital social d'une filiale ; cette option peut être exercée jusqu'au 30 juin 2016.

24 ÉVÉNEMENTS POST-CLÔTURE

Depuis la clôture du premier semestre 2015 et jusqu'à ce jour, aucun fait significatif n'est à signaler.

25 COMPTES CONSOLIDÉS (LOI DU 11 JUILLET 1988 AMENDÉE)

Conformément à l'article 309 et suivants de la susdite loi, COFI établit des comptes consolidés et un rapport de gestion consolidé.

**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
AU 30 JUIN 2015**

**RAPPORT DE GESTION CONSOLIDÉ
AU 30 JUIN 2015**

NORME IFRS

La Société publie depuis 2005 les états financiers consolidés selon les normes comptables IFRS (International Financial Reporting Standards), telles qu'adoptées par l'Union Européenne.

COMPTE-RENDU DES ACTIVITÉS

Pour la période du 1^{er} janvier 2015 au 30 juin 2015, le profit net consolidé est de EUR 16,2 millions (30.06.2014 : EUR 11,2 millions ; +44,9%) ; la part attribuable au Groupe est de EUR 16,1 millions (30.06.2014 : EUR 11,4 millions ; +41%). Le secteur bancaire contribue majoritairement au résultat ; les autres secteurs d'activité ont enregistré des résultats équivalents à l'exercice précédent.

Par rapport à la même période de l'exercice précédent, les principales variations sont les suivantes :

- diminution de EUR 2,5 millions (-18,3 %) sur la marge d'intérêts ;
- augmentation de EUR 12,6 millions (+24,3 %) sur la marge des commissions ;
- diminution de EUR 1,2 million (-17,2 %) du résultat sur le portefeuille titres ;
- augmentation de EUR 1,7 million (+41,2 %) des autres produits d'exploitation ;
- diminution du coût du risque de EUR 3 millions (-58,1 %) ;
- augmentation de EUR 9 millions (+16,8 %) des charges générales.

Les fonds propres, part du Groupe, y compris le résultat de la période, s'élèvent à EUR 455 millions (31.12.2014 : EUR 413,4 millions).

Le total du bilan s'élève à EUR 4.173 millions (31.12.2014 : EUR 3.840 millions).

L'activité de *private banking* est en constante transformation aussi et surtout à cause de nouvelles dispositions sur l'échange d'informations entre les autorités fiscales internationales. Les banques du Groupe poursuivent le développement et l'amélioration des services offerts à la clientèle, malgré cette période de sensibilité particulière. Les actifs sous gestion sont en légère diminution, de EUR 14,6 milliards au 31 décembre 2014, à un total de EUR 14,4 milliards au 30 Juin 2015, en baisse de 1,4 %.

Rapport de gestion consolidé au 30 juin 2015 (suite)

Outre l'activité bancaire, le Groupe poursuit la politique d'investissement dans le secteur immobilier en Europe, Australie et aux États-Unis. La valeur de marché des immeubles de placement est de EUR 93,1 millions (31.12.2014 : EUR 85,5 millions) et les revenus nets provenant de la location de ces immeubles de EUR 1,6 million (30.06.2014 : EUR 1 million). La valeur comptable des immeubles d'exploitation de EUR 58,7 millions (31.12.2014 : EUR 53,4 millions) comprend notamment des terrains situés en Australie et en Nouvelle Zélande. La valeur de marché de ces terrains se maintient à des niveaux supérieurs aux prix d'acquisition.

ACTIONS PROPRES

Au cours du premier semestre 2015 et jusqu'à ce jour, la Société n'a acheté aucune action propre. Au 30 juin 2015, COFI détenait 565.946 de ses propres actions. Tel que précisé dans la Note 7 de l'annexe aux états financiers consolidés, en conformité avec les normes IFRS, les actions propres détenues ont été déduites des capitaux propres.

GESTION DES RISQUES

La politique de gestion des risques, examinée chaque année par le Conseil d'Administration du Groupe, constitue la base du processus de gestion du risque. A celle-ci est liée une structure de limites, définie pour chaque catégorie déterminée de risque.

Au cours de l'exercice, la gestion des risques au sein du Groupe COFI a connu d'importants développements au niveau de ses activités bancaires.

Afin de répondre aux exigences en matière de Surveillance Consolidée dictées par l'autorité compétente Suisse (FINMA), et en complément des mesures adoptées aux cours des années précédentes, les mesures suivantes ont été implémentées au cours de l'exercice :

- mise à jour du «Règlement relatif à la surveillance consolidée du groupe COFI (*Banking & Finance*)», au sein duquel sont regroupées les activités bancaires du Groupe COFI en l'occurrence PKB Privatbank SA, PKB Privatbank Ltd, PKB Banca Privada SA, et Cassa Lombarda SpA, ainsi que leurs participations ;
- maintien, au niveau du Groupe COFI (*Banking & Finance*), d'un Comité d'audit & *compliance* ayant pour mission de consolider l'ensemble des risques toutes catégories confondues (risques de crédit, de marché, d'image, risques opérationnels, etc.) et d'assurer le reporting vis-à-vis des instances de surveillance ;
- pour ce qui concerne la structure et la Gouvernance, le Conseil d'Administration de PKB dispose d'un Comité d'Audit, composé de trois membres, tous Administrateurs, dont l'activité principale consiste en la supervision des processus de gestion des risques ;
- adaptation aux nouvelles exigences imposées par Bâle II et Mi-FID au sein des différentes entités bancaires du Groupe. Cet effort d'adaptation a eu des répercussions sur la gestion des différentes catégories de risques non seulement au niveau de la vérification des fonds propres (premier pilier de Bâle II) mais également à l'égard de la gestion prudentielle des processus et, donc, des sources de risque ;

Rapport de gestion consolidé au 30 juin 2015 (suite)

Gestion des risques (suite)

- renforcement général et mise à niveau des structures de gestion du risque (*Risk Management*), de conformité (*Compliance*) et d'audit interne (*Internal Auditing*) des entités donnant lieu à une amélioration des processus d'identification, de quantification et d'atténuation des risques rattachés à la Direction et au Conseil d'Administration des filiales qui opèrent dans le secteur bancaire.

Pour tout type de risque, il existe un règlement spécifique en matière de gestion, contrôle et surveillance.

RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit résulte de la possibilité qu'une contrepartie ne remplisse pas ses obligations contractuelles entraînant de ce fait une perte pour le créancier. Il se compose du risque de contrepartie, de pays et de concentration. La surveillance des risques de crédit est confiée au Comité des risques et aux Directions générales des entités concernées.

Dans le cadre de l'activité crédit, les Banques du Groupe COFI se sont dotées de procédures et de normes rigoureuses notamment en matière de limites de compétence hiérarchiques et fonctionnelles, d'analyses quantitatives et qualitatives des contreparties ainsi que du principe de séparation des fonctions. Ces mêmes procédures couvrent également l'analyse des garanties fournies ainsi que la capacité du débiteur à honorer la dette.

Les risques résultant des contreparties financières sont suivis par un service spécialement affecté à cette tâche.

Des procédures appropriées ont été mises en place afin de prévenir d'éventuels conflits d'intérêts tant en termes de pouvoir de décision que de séparation des fonctions. Afin de garantir à tout moment une vision correcte de leurs expositions respectives à l'égard de chaque client ou groupe de clients liés et, le cas échéant, réviser les lignes de crédit en temps utile, les Banques du groupe COFI disposent de procédures informatisées. Ces procédures permettent le monitoring des données d'identification des clients, leurs relations juridiques et économiques avec d'autres clients, leur exposition totale, les formes techniques donnant lieu à l'exposition, la valeur actualisée des garanties et le total des fonds déposés.

De plus, les Banques du Groupe COFI ont défini des compétences et des missions claires et précises à tous les niveaux, à savoir la sphère commerciale, administration des crédits, gestion du risque, Direction générale, surveillance interne et Conseil d'Administration.

Rapport de gestion consolidé au 30 juin 2015 (suite)

Risque de crédit (suite)

Les services juridiques sont habilités en dernier ressort à entreprendre les actions nécessaires pour récupérer les positions présentant des anomalies. Pour remplir cette mission les services juridiques :

- gèrent les comptes pouvant présenter un problème et définissent les actions et mesures les plus appropriées ;
- dirigent l'action de recouvrement des crédits en souffrance.

Les services juridiques rapportent régulièrement aux Directions générales et aux Conseils d'Administration l'état des comptes sous observation.

Le Groupe utilise le concept d'engagement total du débiteur (« *total one obligor* »). Ainsi, les contreparties liées appartenant à un même groupe sont considérées comme une seule et même contrepartie pour la gestion du risque de crédit. En matière de gestion de la concentration des risques de crédit, la politique de gestion des risques vise un étalement du risque de crédit sur des secteurs et pays différents.

L'atténuation du risque est la technique consistant à réduire le risque de contrepartie par l'obtention de sûretés. Une sûreté est tout engagement contracté ou privilège consenti par une contrepartie ou un tiers dont les Banques peuvent se prévaloir en cas de défaillance de la contrepartie de manière à diminuer les pertes sur le prêt, ou tout autre arrangement ou accord ayant un effet similaire. Un prêt ne peut jamais être accordé sur la base des seules sûretés ou couvertures. Les facteurs d'atténuation du risque ne sont considérés que comme une solution accessoire.

RISQUE DE MARCHÉ

Le développement de cette activité est encadré par une structure opérationnelle définie par des normes précises et l'attribution de limites par un règlement interne approuvé par les différents Conseils d'Administration. La consolidation des risques s'effectue au sein du Comité des risques. Sur le plan opérationnel, la vérification quotidienne du respect des limites se fait par le biais de procédures informatisées.

Les Banques du Groupe COFI sont principalement actives dans les pays de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economique). Elles traitent uniquement les instruments financiers définis dans le règlement relatif aux risques de marché et pour lesquels elles disposent des informations et des connaissances nécessaires. Les positions de négoce sont évaluées quotidiennement à leur valeur de marché.

Rapport de gestion consolidé au 30 juin 2015 (suite)

Les principes du système de surveillance des risques de marché sont les suivants :

- mise en place d'une unité autonome de contrôle du risque;
- participation active du Conseil d'Administration et des Hautes Directions au processus de maîtrise des risques;
- examen, au sein de Cassa Lombarda SpA, des rapports établis par l'unité autonome de contrôle, par des dirigeants d'un niveau hiérarchique disposant d'un pouvoir de décision leur permettant d'imposer des réductions tant au niveau des positions individuelles que de l'exposition globale;
- application, au sein de Cassa Lombarda SpA, du système de mesure du risque parallèlement à des limites internes de négoce et d'exposition;
- application, au sein de PKB Privatbank SA, du système de mesure des limites internes de négoce et d'exposition;
- audit indépendant, réalisé dans le cadre du processus de révision interne.

RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Les entités du groupe COFI (*Banking & Finance*) ont défini une politique en matière de gestion, de contrôle et de surveillance du risque de taux. Cette politique définit le cadre général en matière de gestion et de contrôle du risque de taux, les responsabilités et les compétences des entités concernées ainsi que les limites.

La plupart des positions présentant un risque de taux concernent les crédits lombards, les crédits commerciaux, les investissements financiers et les dépôts des clients.

Le risque de taux est évalué et surveillé essentiellement par le biais des indicateurs d'impact dans l'État consolidé du résultat global et sur la sensibilité des fonds propres (*sensitivity*). L'analyse du bilan par tranches de vie résiduelle révèle une concentration sur les positions classiques de dépôts de la clientèle et d'engagements sur la clientèle à très court terme.

Pour évaluer les risques de taux d'intérêt, PKB Privatbank SA a également recours à deux scénarios de crise inspirés de l'histoire des marchés financiers. Ces deux scénarios se fondent, d'une part, sur un effondrement soudain des taux et, d'autre part, sur une hausse inattendue des taux. Les indicateurs de risque obtenus en appliquant ces deux scénarios révèlent des valeurs très modestes en raison des taux relativement bas de la période actuelle et de la structure des échéances inscrites au bilan qui se concentrent sur le court terme.

Le Conseil d'Administration de Cassa Lombarda SpA a réglementé l'activité et fixé des limites opérationnelles liées au montant total pouvant être détenu en portefeuille, à la durée et à la typologie des taux des titres. Ces limites s'expriment également en termes de VaR de capital utilisé et de perte maximale (*stop loss*). Le Conseil d'Administration a également prévu un système de procurations et fixé les modalités pour l'introduction de nouveaux instruments, marchés ou contreparties.

Rapport de gestion consolidé au 30 juin 2015 (suite)

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est lié à la structure du bilan qui doit permettre de faire face à tout moment aux besoins opérationnels (risque d'échéance). Il est fortement tributaire des lignes de crédit octroyées par des établissements de crédit tiers (risque de refinancement).

Les Conseils d'Administration des banques du Groupe COFI ont établi des règles fixant les rôles et les limites opérationnelles des fonctions concernées et régissant l'interaction avec les contreparties.

Le service Trésorerie des Banques est chargé de:

- financer les positions d'investissement et les opérations de vente-achat de la Banque, recourant pour ce faire essentiellement aux fonds propres et éventuellement au «Marché interbancaire des Dépôts»;
- gérer les déséquilibres et écarts résultant du métier de banque commerciale;
- assurer le bon fonctionnement de la chambre, des comptes réciproques et du système de paiement;
- s'acquitter enfin des obligations de réserve légale.

Le service Trésorerie des Banques s'occupe également de gérer de manière efficace les flux entrants et sortants de la Banque. En plus des applications de gestion, il existe également des applications spéciales pour le suivi des échéances attendues.

Les dépôts directs chez Cassa Lombarda SpA se maintiennent à un niveau élevé ce qui permet de laisser aux banques, de manière constante, une partie des investissements sous la forme de dépôts *overnight*. Afin de faire face à d'éventuelles périodes de tension, des lignes de crédit sont néanmoins disponibles tant sur le marché interbancaire des dépôts E-Mid que dans le cadre d'accords réciproques.

RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel regroupe l'ensemble des risques liés aux systèmes, à l'organisation, aux processus et aux personnes.

Les risques opérationnels sont difficiles à quantifier et sont liés, par définition, aux processus opérationnels et à leurs ressources. Dans l'optique d'une réduction des risques opérationnels, les principaux facteurs pris en considération sont:

- *l'organisation et les processus*
les Banques du Groupe COFI garantissent la bonne exécution des tâches grâce à l'application du principe de la séparation des fonctions, à la définition des responsabilités et à un système de contrôle interne ;
- *les compétences du personnel*
les Banques du Groupe COFI affichent la volonté de se doter de personnel qualifié en mesure de répondre à leur stratégie et susceptible de s'identifier à la culture d'entreprise des Banques. Cette culture imprègne les membres de la Direction et les collaborateurs et se reflète également dans l'approche suivie par le Groupe en matière de maîtrise des risques ;

Rapport de gestion consolidé au 30 juin 2015 (suite)

- *l'infrastructure et la technologie informatique*
PKB Privatbank SA dispose de compétences internes et externes lui permettant d'assurer le développement et la maintenance «in-house» de son système informatique. Cette approche favorise l'intégration du système et permet le traitement automatique des transactions et la mise en œuvre d'un certain nombre de directives et de contrôles. En revanche, la quasi-totalité du système informatique de Cassa Lombarda SpA est externalisée et confiée à Cedacri qui assure un niveau approprié de sécurité tant en termes de reprise après sinistre (*Disaster Recovery*) que de continuité des activités (*Business Continuity*) ainsi que toute l'assistance et la maintenance nécessaires ;
- *la sécurité*
les sociétés du Groupe COFI ont mis en œuvre des mesures de sécurité spécifiques visant à éviter que des personnes non autorisées puissent accéder aux locaux où sont conservés des documents considérés comme «sensibles». Les Directions générales ont, depuis un certain temps déjà, établi un Plan de continuité général visant à garantir la continuité de leurs activités, comprenant notamment une analyse détaillée des différents scénarios envisagés et des ressources minimales nécessaires pour y faire face.

RISQUE JURIDIQUE

Les Banques du groupe COFI (*Banking & Finance*) exercent leurs activités en accord avec les exigences légales et réglementaires en vigueur dans le secteur bancaire tout en assurant la compréhension et la transparence des dispositions opérationnelles et contractuelles à l'égard de la clientèle.

RISQUES DE RÉPUTATION ET DE «COMPLIANCE»

Le Groupe limite son exposition au risque de réputation (d'image) en investissant de façon constante dans la formation et la sensibilisation du personnel à tous les niveaux, en maintenant une définition claire des processus de travail et des responsabilités et enfin en favorisant la diffusion d'une culture d'entreprise fondée notamment sur l'irréprochabilité et sur des normes déontologiques et professionnelles de premier ordre.

A cet égard, le groupe s'est doté d'une «Charte des valeurs» qui a fait l'objet de présentations et de discussions à tous les niveaux dans les différents établissements.

Il dispose d'un service «*Legal & Compliance*» qui couvre toutes les tâches et activités liées à la *compliance*.

Dans le cadre de la réglementation contre le blanchiment d'argent, un système de gestion visant à identifier les relations bancaires pouvant donner lieu à des risques juridiques et de réputation majeurs a également été mis en place.

Rapport de gestion consolidé au 30 juin 2015 (suite)

Après traitement et évaluation sur la base d'une série de facteurs de risque, chaque relation de compte a été classée dans une catégorie appropriée. Les relations présentant un risque potentiellement élevé («*High Risk*» et «*Medium Risk*») ont été signalées aux responsables internes afin de les sensibiliser et les mobiliser davantage. L'installation du programme «*World Check*» chez Cassa Lombarda SpA en vue d'un *screening* automatique périodique complétera le projet conçu et développé dans le cadre de la surveillance consolidée du Groupe COFI (*Banking & Finance*).

ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS APRÈS LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE

Depuis la clôture du premier semestre 2015 et jusqu'à ce jour, aucun fait significatif n'est à signaler.

PERSPECTIVES FUTURES

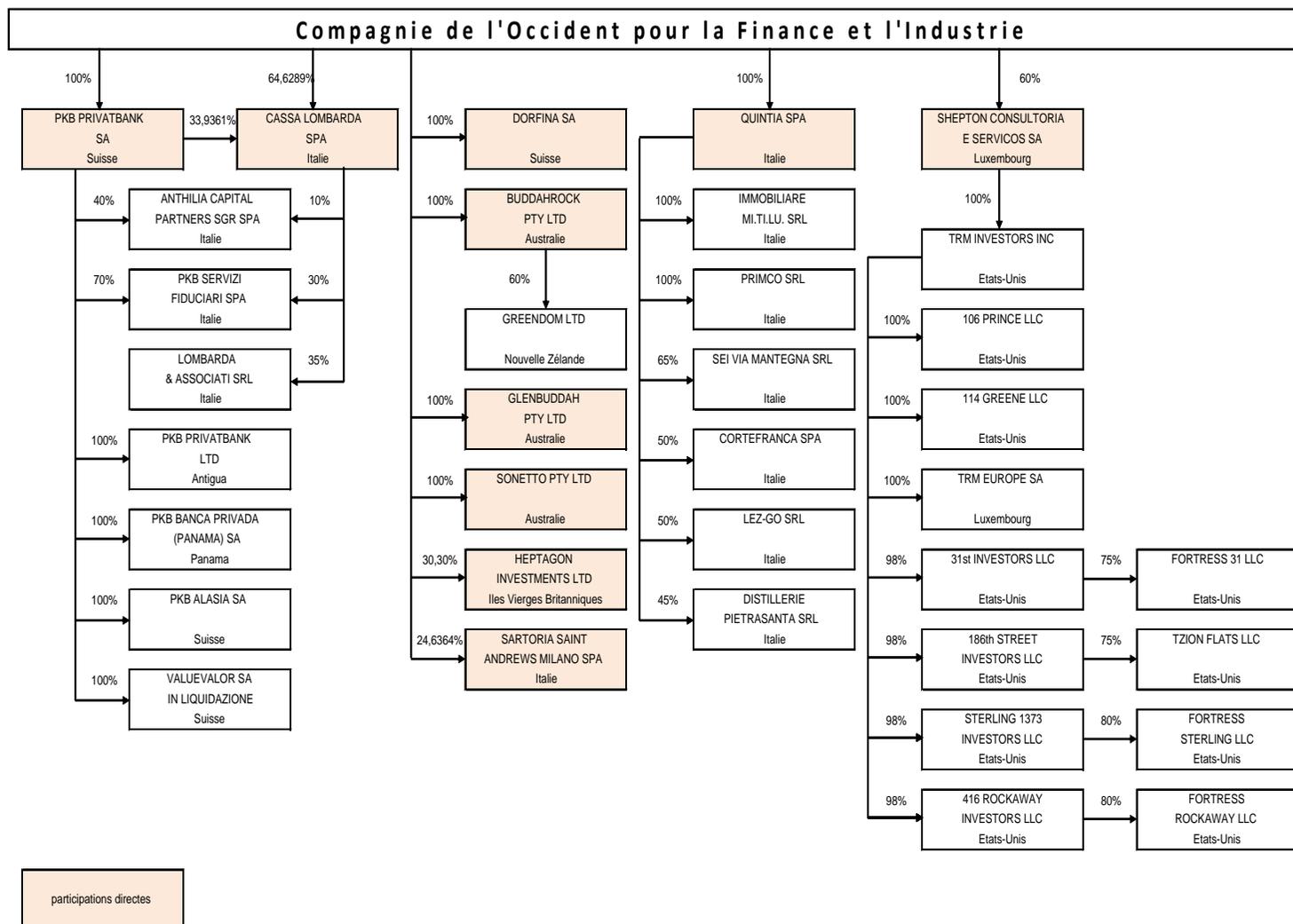
Le Conseil d'Administration continuera à analyser les différentes opportunités qui lui seront offertes afin d'optimiser la rentabilité du Groupe et ce, sans perdre de vue la protection nécessaire des actifs contre tout risque d'érosion monétaire.

Luxembourg, le 30 octobre 2015

pour le Conseil d'Administration
Frédéric Wagner
Président

ORGANIGRAMME du Groupe au 30 Juin 2015

Limité aux sociétés consolidées (droits de vote)



État consolidé de la situation financière

en milliers de EUR	<i>notes</i>	30/06/2015	31/12/2014
ACTIF			
Caisse, avoirs auprès des banques centrales, CCP		1.022.597	849.518
Créances sur établissements de crédit	9	562.076	649.987
Créances sur la clientèle	10	1.744.889	1.561.589
Instruments financiers disponibles à la vente	11	211.904	219.447
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	12	124.467	189.994
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	13	260.546	158.505
Entreprises non consolidées	14	3.801	3.631
Participations mises en équivalence	4.2, 15	15.121	15.616
Immeubles de placement	5.1, 16	6.552	6.253
Immeubles disponibles à la vente	5.1, 16	11.904	4.108
Immobilisations corporelles	5.1, 16	80.371	73.196
Immobilisations incorporelles	5.1, 16	29.385	27.311
Autres actifs	17	32.953	33.476
Comptes de régularisation		48.890	30.789
Actifs d'impôts courants et différés	18	7.488	6.360
Ecarts d'acquisition	3.5, 19	10.529	10.529
TOTAL DE L'ACTIF		4.173.473	3.840.309

Les notes annexées font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé de la situation financière

en milliers de EUR	<i>notes</i>	30/06/2015	31/12/2014
PASSIF			
Dettes envers des banques centrales	20	200.041	160.912
Dettes envers des établissements de crédit	21	145.909	39.798
Dettes envers la clientèle	22	3.164.067	3.053.041
Instruments financiers dérivés	23	38.690	33.577
Dettes représentées par un titre		0	0
Autres passifs	24	41.805	38.651
Comptes de régularisation		46.961	29.701
Provisions pour risques et charges	5.2, 25	82.341	71.071
FONDS PROPRES			
Part du Groupe		455.005	413.444
- Capital souscrit	7, 8	158.679	158.679
- Réserves	7	18.874	18.174
- Réserves de consolidation		108.079	100.453
- Ecart de conversion		119.528	79.912
- Résultats reportés	7	33.749	31.291
- Résultat de l'exercice		16.096	24.935
Participations ne donnant pas le contrôle		(1.346)	114
- Réserves		(1.451)	(105)
- Résultat de l'exercice		105	219
Total FONDS PROPRES		453.659	413.558
TOTAL DU PASSIF		4.173.473	3.840.309

Les notes annexées font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé du résultat global

en milliers de EUR	<i>notes</i>	01/01/2015 30/06/2015	01/01/2014 30/06/2014
Intérêts et produits assimilés	27	18.401	18.396
Intérêts et charges assimilées	28	(5.664)	(3.175)
Gains (pertes) nets sur instruments financiers en juste valeur par le résultat	29	3.038	3.760
Gains (pertes) nets sur actifs financiers disponibles à la vente		2.684	3.152
Commissions perçues		76.204	63.804
Commissions versées		(11.448)	(11.691)
Autres produits d'exploitation	30	7.222	6.853
Autres charges d'exploitation	31	(1.394)	(2.727)
Produit net des activités ordinaires		89.043	78.372
Charges générales d'exploitation	32	(62.292)	(53.326)
Corrections de valeur sur les actifs corporels et incorporels	5.1, 16	(6.333)	(5.657)
Résultat brut d'exploitation		20.418	19.389
Coût du risque	33	(2.162)	(5.161)
Résultat d'exploitation		18.256	14.228
Autres gains (pertes) nets sur entreprises non consolidées		0	0
Quote-part du résultat net des participations mises en équivalence	15	1.697	389
Autres gains (pertes) nets sur participations mises en équivalence		0	0
Autres gains (pertes) nets sur entreprises liées		(291)	0
Résultat avant impôts		19.662	14.617
Impôts sur le bénéfice	34	(3.461)	(3.436)
Résultat net (à reporter)		16.201	11.181

État consolidé du résultat global (suite)

en milliers de EUR	<i>notes</i>	01/01/2015 30/06/2015	01/01/2014 30/06/2014
Résultat net (report)		16.201	11.181
dont participations ne donnant pas le contrôle		105	(232)
Résultat net de l'exercice, part du Groupe		16.096	11.413
Autres éléments du résultat global			
Variations de valeur sur instruments financiers disponibles à la vente		(1.411)	1.929
Ecart actuariel sur l'obligation concernant les avantages postérieurs à l'emploi au titre de prestations définies		0	95
Différence de conversion		37.376	3.081
Impôts sur les autres éléments du résultat global		624	(404)
Total autres éléments du résultat global		36.589	4.701
dont participations ne donnant pas le contrôle		47	165
Total autres éléments du résultat global, part du Groupe		36.542	4.536
Résultat net de l'exercice		16.201	11.181
Total autres éléments du résultat global		36.589	4.701
Total du résultat global		52.790	15.882
dont participations ne donnant pas le contrôle		152	(67)
Total du résultat global, part du Groupe		52.638	15.949
<hr/>			
en EUR	<i>notes</i>	30/06/2015	30/06/2014
Résultat net par action (part du Groupe)	<i>8</i>	0,83	0,59
Résultat global par action (part du Groupe)	<i>8</i>	2,70	0,82

Les notes annexées font partie intégrante des états financiers consolidés.

Tableau des flux de trésorerie consolidé

en milliers de EUR	01/01/2015 30/06/2015	01/01/2014 30/06/2014
ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE		
Résultat de l'exercice avant impôts	19.662	14.617
Eléments non monétaires inclus dans le résultat net	4.854	4.189
Dotations nettes aux amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles	6.521	6.305
Variations nettes des provisions	1.956	3.544
Quote-part de résultat liée aux sociétés mises en équivalence	(1.697)	(389)
(Produits) Pertes nettes des activités d'investissement	(806)	1.082
Autres	(1.221)	(6.353)
Effets dus à l'application des divers taux de change	101	0
Augmentation (Diminution) nette liée aux actifs et passifs provenant des activités opérationnelles	(116.876)	(260.667)
(Augmentation) Diminution nette liée aux opérations avec les établissements de crédit	125.407	(99.360)
(Augmentation) Diminution nette liée aux opérations avec la clientèle	(240.227)	(74.181)
(Augmentation) Diminution nette liée aux opérations affectant les autres actifs ou passifs financiers	(2.983)	(75.337)
(Augmentation) Diminution nette liée aux opérations affectant les actifs ou passifs non financiers	2.312	(6.897)
Impôts versés	(1.241)	(3.057)
Autres mouvements	(144)	(1.835)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE GÉNÉRÉE PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE	(92.360)	(241.861)
OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT		
(Augmentation) Diminution nette liée aux actifs financiers et aux participations	(1.160)	(36)
(Augmentation) Diminution nette liée aux immobilisations corporelles et incorporelles	(11.349)	(28.055)
Autres mouvements	0	1
(AUGMENTATION) DIMINUTION NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS D'INVESTISSEMENT	(12.509)	(28.090)
A REPORTER	(104.869)	(269.951)

Tableau des flux de trésorerie consolidé (suite)

en milliers de EUR	01/01/2015 30/06/2015	01/01/2014 30/06/2014
REPORT	(104.869)	(269.951)
OPÉRATIONS DE FINANCEMENT		
Augmentation (Diminution) de trésorerie liée aux opérations réalisées avec les actionnaires	(9.995)	(10.403)
Augmentation (Diminution) de trésorerie provenant des autres activités de financement	0	0
Autres	(1.085)	(1.844)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE LIÉE AUX OPÉRATIONS DE FINANCEMENT	(11.080)	(12.247)
AUGMENTATION (DIMINUTION) NETTE DE LA TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE	(115.949)	(282.198)
Solde des comptes de trésorerie et assimilée à l'ouverture de l'exercice	1.386.327	1.126.538
Solde net des comptes de caisse, banques centrales et CCP	849.518	301.450
Solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	356.412	814.709
Effet de la variation des taux de change sur la trésorerie et assimilée	180.397	10.379
Solde des comptes de trésorerie et assimilée à la clôture de l'exercice	1.270.378	844.340
Solde net des comptes de caisse, banques centrales et CCP	1.022.597	376.599
Solde net des prêts et emprunts à vue auprès des établissements de crédit	247.781	467.741
AUGMENTATION (DIMINUTION) DES SOLDES DES COMPTES DE TRÉSORERIE ET ASSIMILÉE	(115.949)	(282.198)

État consolidé des variations des capitaux propres

en milliers de EUR	capital	réserves	réserves consolidées	écart de conversion	résultats reportés	résultat de l'exercice	fonds propres part Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total fonds propres
1^{er} janvier 2015	158.679	18.174	100.453	79.912	31.291	24.935	413.444	114	413.558
affectation du résultat de l'exercice 2014		700	21.777		2.458	(24.935)	0		0
distribution de dividendes			(9.911)				(9.911)		(9.911)
variation nette du périmètre de consolidation			(686)				(686)	86	(600)
variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres			(3.074)	39.616			36.542	47	36.589
variations d'actifs et passifs comptabilisées en résultat			(336)				(336)		(336)
autres variations			(144)				(144)	(1.698)	(1.842)
résultat de l'exercice						16.096	16.096	105	16.201
30 juin 2015	158.679	18.874	108.079	119.528	33.749	16.096	455.005	(1.346)	453.659

État consolidé des variations des capitaux propres

en milliers de EUR	capital	réserves	réserves consolidées	écart de conversion	résultats reportés	résultat de l'exercice	fonds propres part Groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total fonds propres
1^{er} janvier 2014	158.945	17.680	105.171	73.865	32.541	14.430	402.632	(30)	402.602
affectation du résultat de l'exercice 2013		480	15.200		(1.250)	(14.430)	0		0
distribution de dividendes			(9.928)				(9.928)		(9.928)
mouvements sur titres propres	(266)		(210)				(476)		(476)
variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres			1.465	3.065			4.530	171	4.701
variations d'actifs et passifs comptabilisées en résultat			(197)				(197)	(6)	(203)
autres variations			1				1	(48)	(47)
résultat de l'exercice						11.413	11.413	(232)	11.181
30 juin 2014	158.679	18.160	111.502	76.930	31.291	11.413	407.975	(145)	407.830

<p>NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ARRÊTÉS AU 30 JUIN 2015</p>

NOTE 1 PRINCIPALES ACTIVITÉS DU GROUPE

La Compagnie de l'Occident pour la Finance et l'Industrie (en abrégé "COFI") et ses sociétés affiliées exercent leurs activités sur un plan international, particulièrement dans les domaines bancaire, financier et immobilier.

Les présents états financiers ont été approuvés en vue de leur publication par le Conseil d'administration en date du 30 octobre 2015 et signés en son nom par Monsieur Frédéric Wagner, Président du Conseil d'administration.

NOTE 2 APPLICATION DES NORMES IFRS

Les états financiers consolidés ont été préparés conformément au référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards) tel qu'adopté dans l'Union Européenne.

De nouveaux textes ou amendements tels qu'adoptés par l'Union Européenne et d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2015 sont entrés en vigueur :

- IAS 19 Régimes à prestations définies : Contributions des employés (Amendements à IAAS 19)

Cycle d'amendements annuelles des IFRS 2010 -2012

- IFRS 2 Paiement fondé sur des actions : Définition de condition d'acquisition
- IFRS 3 Regroupements d'entreprises : comptabilisation d'une contrepartie conditionnelle dans un regroupement d'entreprises
- IFRS 8 Secteurs opérationnels : regroupement des secteurs d'exploitation
- IFRS 8 Secteurs opérationnels : réconciliation du total des actifs des secteurs à présenter et les actifs de l'entité
- IFRS 13 Évaluation à la juste valeur : évaluation des créances et dettes à court terme
- IAS 16 Immobilisations corporelles : méthode de Réévaluation - retraitement proportionnel de l'amortissement cumulé
- IAS 24 Information relative aux parties liées : gestion du personnel clés
- IAS 38 Immobilisations incorporelles : méthode de réévaluation - retraitement proportionnel de l'amortissement cumulé

Cycle d'amendements annuelles des IFRS 2011 - 2013

- IFRS 1 Première adoption des normes internationales d'information financière – sens de « IFRS en vigueur »
- IFRS 3 Regroupements d'entreprises : exceptions des coentreprises
- IFRS 13 Évaluation à la juste valeur - Champ d'application du paragraphe 52 (portefeuille exception)
- IAS 40 Immeubles de placement : clarification de la relation entre IFRS 3 et IAS 40 lors de la classification des biens comme des biens d'investissement ou occupés par leur propriétaire.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

Les États financiers consolidés inclus dans le présent rapport semestriel sont conformes à la norme IAS 34 qui consent une information financière intérimaire condensée.

Recours à des estimations

Certains montants comptabilisés dans les états financiers consolidés de COFI reflètent les meilleures estimations et hypothèses retenues par le Conseil d'Administration, notamment lors de l'évaluation des écarts d'acquisition, des immobilisations corporelles et incorporelles et des provisions. Les résultats futurs définitifs peuvent être différents de ces estimations.

NOTE 3 MÉTHODES ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION

Les états financiers consolidés sont établis à partir des états financiers de COFI et de l'ensemble de ses filiales significatives. L'ensemble des sociétés consolidées arrête les comptes au 31 décembre (30 juin pour les comptes intérimaires).

3.1 CONSOLIDATION PAR INTÉGRATION GLOBALE

Conformément à IFRS 10, un investissement détient le contrôle si trois conditions sont remplies :

- il détient le pouvoir sur l'entité ;
- il a le droit ou est exposé aux rendements variables ;
- il à la capacité d'utiliser son pouvoir sur l'entité pour influencer sur le rendements.

La consolidation par intégration globale est appliquée pour toutes les sociétés du Groupe dont COFI soit détient directement ou indirectement plus de 50 % des droits de vote, soit a le pouvoir de nommer la majorité des membres des organes d'administration ou de direction, soit dispose du pouvoir d'exercer une influence dominante.

Pour toutes les sociétés consolidées par intégration globale, le pourcentage de détention dans le capital correspond aux droits de vote. Le Groupe ne détient aucune participation dans laquelle il exercerait une influence dominante sans détention majoritaire des actions.

3.2 CONSOLIDATION PAR MISE EN ÉQUIVALENCE

La mise en équivalence est appliquée pour les sociétés dans lesquelles COFI détient 20 à 50 % des droits de vote ou sur lesquelles elle exerce une influence notable.

Conformément à IFRS 11, la mise en équivalence est appliqué pour les sociétés dans lesquelles COFI partage le contrôle avec une autre entité hors du Groupe selon un partenariat qui se qualifie en tant que coentreprise.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

3.3 CONVERSION DES COMPTES EN DEVICES ÉTRANGÈRES

Les états financiers consolidés de COFI sont établis en euro. La conversion des états financiers des sociétés dont la monnaie fonctionnelle est différente de l'euro est effectuée par application de la méthode du cours de clôture. Selon cette méthode, tous les éléments d'actif et de passif, monétaires ou non monétaires, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les produits et les charges sont convertis au cours moyen de l'exercice.

3.4 ÉLIMINATION DES OPÉRATIONS RÉCIPROQUES

Les soldes résultant d'opérations entre les sociétés du Groupe sont éliminés.

3.5 TRAITEMENT DES ÉCARTS D'ACQUISITION

Les regroupements d'entreprises sont comptabilisés selon la méthode d'acquisition. Selon cette méthode, les actifs, passifs et passifs éventuels sont évalués individuellement à leur juste valeur, conformément à la norme IFRS 3 Regroupement d'entreprises.

L'écart positif entre le coût d'acquisition et la quote-part du Groupe dans l'actif net de la filiale acquise est comptabilisé à l'actif sous la rubrique Ecarts d'acquisition. Pour toutes les filiales acquises avant le 1^{er} janvier 2004, les écarts d'acquisition sont conservés à leur valeur d'origine telle qu'inscrite au bilan consolidé au 1^{er} janvier 2004, déduction faite des dépréciations cumulées à cette date.

Des tests de dépréciation sont régulièrement effectués par le Groupe, sur une base semestrielle ou annuelle.

NOTE 4 PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION

Lorsque COFI ne détient pas l'entièreté du capital social des filiales directes, les pourcentages d'intérêt des filiales indirectes repris dans le tableau ci-dessous ne correspondent pas à ceux repris dans le tableau à la page 35 du présent rapport.

Aucune de ces sociétés n'est cotée en Bourse.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

4.1 SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR INTÉGRATION GLOBALE

en % d'intérêt du Groupe	30/06/2015	31/12/2014
Buddahrock Pty Ltd, Scone	100,00	100,00
Cassa Lombarda SpA, Milan	98,57	97,07
Dorfina SA, Lugano	100,00	100,00
Glenbuddah Pty Ltd, Scone	100,00	100,00
Greenom Ltd, Waverly	60,00	60,00
114 Greene LLC, Dover (NY)	60,00	60,00
Immobiliare MI.TI.LU. Srl, Milan	100,00	100,00
31st Investors LLC, New York	58,80	58,80
186th Street Investors LLC, New York	58,80	58,80
PKB Privatbank SA, Lugano	100,00	100,00
PKB Privatbank Ltd, Antigua	100,00	100,00
PKB Banca Privada (Panamá) SA, Panama	100,00	100,00
PKB Alasia SA, Lausanne	100,00	100,00
PKB Servizi Fiduciari SpA, Milan	99,57	99,12
Primco Srl, Milan	100,00	100,00
106 Prince LLC, Dover (NY)	60,00	60,00
Quintia SpA, Milan	100,00	100,00
416 Rockaway Investors LLC, New York	58,80	58,80
Sei Via Mantegna Srl, Milan	65,00 ¹	0,00
Shepton Consultadoria e Serviços SA, Luxembourg	60,00	60,00
Sonetto Pty Ltd, Sydney	100,00	100,00
Sterling 1373 Investors LLC, New York	58,80	58,80
TRM Investors Inc, New York	60,00	60,00
TRM Europe SA, Luxembourg	60,00	60,00
Valuevalor AG, Lugano	100,00	100,00

(1) Société nouvellement entrée dans le périmètre de consolidation

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

4.2 SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES PAR MISE EN ÉQUIVALENCE

en % d'intérêt du Groupe	30/06/2015	31/12/2014
Anthilia Capital Partners SGR SpA, Milan	45,62	45,48
Cortefranca SpA, Milan	50,00	50,00
Distillerie Pietrasanta Srl, Milan	45,00	45,00
Fortress 31 LLC, New York (*)	44,10	44,10
Fortress Rockaway LLC, New York (*)	47,04	47,04
Fortress Sterling LLC, New York (*)	47,04	47,04
Heptagon Investments Ltd, Tortola	27,62	27,62
Lez-Go Srl, Milan	50,00	50,00
Lombarda & Associati Srl, Milan	34,50	33,97
Sartoria Saint Andrews Milano SpA, Fano	23,64	23,64
Tzion Flats LLC, New York (*)	44,10	45,28

(*) COFI exerce un contrôle conjoint sur ces sociétés basé sur un partenariat conclu avec une entité tiers hors du Groupe. Le partenariat est qualifié en tant que coentreprise car le contrat définit les droits des parties dans l'actif net de ces sociétés.

NOTE 5 PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES ET D'ÉVALUATION

5.1 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

Les immobilisations d'exploitation et les immeubles de placement sont inscrits à l'actif à leur valeur d'acquisition. Les coûts d'emprunt correspondant à la période de construction, lorsque celle-ci s'étale sur une longue durée, sont inclus dans le coût d'acquisition. Les subventions d'investissement sont, le cas échéant, déduites du prix d'acquisition ainsi déterminé. Après comptabilisation initiale, les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition diminué du cumul des amortissements et réductions de valeur.

Les amortissements sont calculés linéairement sur la valeur d'acquisition, le cas échéant déduction faite de la valeur résiduelle. Lorsqu'une immobilisation est composée d'éléments ayant des durées d'utilisation différentes, ces éléments sont amortis séparément sur leurs durées d'utilisation respectives.

Pour les immeubles d'exploitation et de placement, les pourcentages moyens d'amortissement sont les suivants :

- Bâtiments 2 et 3 %
- Installations et agencement 5 à 40 %

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

5.1 Immobilisations corporelles et incorporelles (suite)

Pour les autres immobilisations, les pourcentages moyens d'amortissement sont les suivants :

- | | |
|----------------------------------|-----------|
| • Matériel et mobilier de bureau | 10 à 20 % |
| • Matériel informatique | 20 à 40 % |
| • Concessions, brevets, licences | 20 % |
| • Autres actifs immatériels | 10 % |

Les immeubles en cours de construction détenus au titre de promotion immobilière sont repris au bilan avec les immeubles de placement.

Les immobilisations font l'objet de test de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur. Les plus ou moins-values sur cessions d'immeubles d'exploitation ou de placement sont enregistrées le cas échéant dans l'État consolidé du résultat global sous la rubrique Autres produits respectivement Autres charges d'exploitation.

5.2 PROVISIONS

Des provisions sont comptabilisées lorsque, à la date de clôture, le Groupe a une obligation juridique ou implicite résultant d'événements ou de transactions passés, que cette obligation donne lieu à une probable sortie de ressources et que le montant puisse être estimé de façon fiable.

Une obligation juridique résulte de dispositions légales, contractuelles ou jurisprudentielles. Une obligation implicite résulte d'actions passées, lorsque ces actions, politiques affichées ou déclarations, créent chez des tiers une attente fondée, que le Groupe assumera certaines responsabilités.

5.3 ACTIONS PROPRES

Les actions propres sont représentées par des titres de COFI détenus par la société elle-même. Ces titres ont été éliminés au titre des retraitements IFRS. Il est fait référence à la Note 7 Évolution des capitaux propres.

5.4 AVANTAGES AU PERSONNEL

Les avantages au personnel reprennent les avantages à court terme, les avantages postérieurs à l'emploi, les indemnités de fin de carrière et les autres avantages à long terme.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

5.4.1 Avantages à court terme

Une charge est comptabilisée par le Groupe lorsqu'il utilise les services rendus par le personnel lui donnant droit à des avantages.

5.4.2 Indemnités de fin de contrat de travail

Les indemnités de fin de contrat de travail résultent des avantages accordés par le Groupe aux membres du personnel soit lors de la résiliation par le Groupe du contrat de travail, soit lors du départ à la retraite anticipé ou, à l'âge légal de la retraite.

5.4.3 Avantages à long terme

Les avantages à long terme sont constitués des avantages au personnel autres que ceux à court terme, des indemnités de fin de carrière ou des avantages postérieurs à l'emploi.

5.4.4 Avantages postérieurs à l'emploi

Ces avantages sont représentés par les obligations du Groupe en matière de retraites. Les régimes de retraite peuvent être à contributions définies ou à prestations définies.

5.4.5 Régimes à contributions définies

Les régimes à contributions définies sont ceux pour lesquels l'obligation du Groupe se limite uniquement au versement d'une cotisation, et ne comporte aucun engagement sur le niveau des prestations qui seront fournies.

La cotisation est comptabilisée en charge. Aucune provision n'est constituée au passif, le Groupe n'étant pas engagé au-delà des cotisations versées.

5.4.6 Régimes à prestations définies

Les régimes à prestations définies sont ceux pour lesquels le Groupe s'engage formellement ou implicitement sur un niveau de prestations. Le Groupe supporte donc un risque à moyen ou long terme. Le Groupe est uniquement concerné par des indemnités de fin de carrière dans trois de ses entités consolidées.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

5.4.6 Régimes à prestations définies (suite)

Une provision couvrant ces engagements est constituée de la manière suivante:

- la provision est calculée selon la méthode actuarielle dite des unités de crédit projetées qui stipule que chaque période de service donne droit à une prestation, et évalue séparément chacune de ces unités afin d'obtenir l'obligation finale. Ces calculs intègrent des hypothèses de mortalité, de rotation du personnel, et de projection des salaires futurs;
- les écarts actuariels sont comptabilisés directement dans l'État consolidé du résultat global;
- conformément à la norme comptable IFRS 1, le montant cumulé des écarts actuariels lors de la première application des normes IFRS est comptabilisé en capitaux propres.

5.5 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS

5.5.1 Crédits

Les prêts et créances sont comptabilisés initialement à leur valeur nominale augmentée des coûts d'émission. Les prêts et créances sont évalués ultérieurement au coût amorti. Les intérêts sont repris en résultat selon la méthode du coût amorti.

Des dépréciations sont constituées dès lors qu'il existe des indications objectives de perte de valeur due à des événements postérieurs à leur acquisition. Ces dépréciations et leurs reprises éventuelles sont comptabilisées dans l'État consolidé du résultat global en Coût du risque.

5.5.2 Actifs financiers

Les éléments de portefeuille sont classés en trois catégories: instruments financiers en juste valeur par le résultat, instruments financiers disponibles à la vente et actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance. Les titres sont classés dans les catégories ci-avant à la date à laquelle est conclue la transaction.

➤ *Instruments financiers en juste valeur par le résultat (available for trade AFT)*

Cette catégorie reprend les actifs financiers faisant l'objet d'opérations de trading ou que le Groupe a décidé de classer dans cette catégorie. Ces titres sont évalués à la valeur de marché à la date de clôture. Les écarts d'évaluation, ainsi que les plus ou moins values de cession sont comptabilisés en profits et pertes sous la rubrique Gains (Pertes) nets sur instruments financiers en juste valeur par le résultat. Les intérêts sur revenus fixes inclus dans cette catégorie sont repris en Intérêts et produits assimilés.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

➤ *Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance (held to maturity HTM)*

Cette rubrique reprend les titres à revenu fixe lorsque le Groupe a la volonté et la capacité financière de les détenir jusqu'à leur échéance. Les titres de cette catégorie sont valorisés au coût d'acquisition amorti. L'amortissement des primes et décotes, ainsi que les revenus d'intérêts sont comptabilisés en Intérêts et produits assimilés.

Des dépréciations sont constituées dès lors qu'il existe des indications objectives de perte de valeur due à des événements postérieurs à leur acquisition. Ces dépréciations et leurs reprises éventuelles sont comptabilisées dans l'État consolidé du résultat global en Coût du risque.

➤ *Instruments financiers disponibles à la vente (available for sale AFS)*

La rubrique des actifs financiers disponibles à la vente reprend les actifs financiers non repris dans les deux autres catégories. Les titres de cette catégorie sont évalués à leur juste valeur. L'écart d'évaluation par rapport à la valeur d'acquisition est comptabilisé parmi les capitaux propres en *Variations d'actifs et passifs comptabilisées directement en capitaux propres*.

En cas de cession, les gains ou pertes sont repris dans l'État consolidé du résultat global sous la rubrique *Gains (Pertes) sur instruments financiers disponibles à la vente*.

Lorsqu'il existe des indications objectives de dépréciations durables, les réductions de valeurs comptabilisées dans les capitaux propres sont transférées dans l'État consolidé du résultat global en Coût du risque. Ces dernières ne peuvent être reprises que pour les titres à revenu fixe par la même rubrique dans l'État consolidé du résultat global qu'en cas de cession du titre.

➤ *Opérations sur instruments dérivés*

En cours d'exercice, certaines sociétés du Groupe ont réalisé des opérations sur instruments dérivés notamment des opérations de change à terme, de taux d'intérêts et des opérations sur options. Ces opérations sont réalisées essentiellement pour compte de clients avec des couvertures adéquates. Toutes les positions sont évaluées à leur valeur de marché respective.

➤ *Prêts et créances*

Les prêts et créances sont des actifs financiers remboursables par montants fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Après leur comptabilisation initiale, les prêts et créances sont évalués au coût amorti en appliquant la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué le cas échéant d'un montant de dépréciation. Le coût amorti est calculé en prenant en compte toute surcote ou décote initiale et intègre les commissions qui font partie intégrante du taux d'intérêt effectif ainsi que les coûts de transaction. Les gains et les pertes sont comptabilisés dans l'État consolidé du résultat global au travers du mécanisme du coût amorti.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

5.5.3 Passifs financiers

Les passifs financiers se composent de passifs détenus à des fins de transaction, dettes envers les établissements de crédit, dettes envers la clientèle, dettes représentées par un titre, dettes subordonnées et autres emprunts.

L'évaluation et le traitement comptable des produits et charges y afférents varient en fonction de leur classification, à savoir les passifs financiers à la juste valeur par le résultat et les autres passifs financiers.

Les passifs financiers à la juste valeur par le résultat comprennent :

- les passifs financiers détenus à des fins de transaction, y compris les instruments dérivés qui ne sont pas des instruments de couverture, et
- les passifs financiers classés dans la catégorie des passifs financiers en juste valeur par le résultat lors de leur comptabilisation initiale ou lors de la première adoption des normes IFRS.

Les autres passifs financiers sont initialement évalués à leur juste valeur (frais de transaction compris) et ultérieurement au coût amorti en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les gains et les pertes sont comptabilisés dans l'État consolidé du résultat global.

5.5.4 Dettes représentées par un titre

Les dettes représentées par un titre sont initialement comptabilisées à leur juste valeur après déduction des frais de transaction directs. Ultérieurement, elles sont évaluées au coût amorti. Tout écart entre le produit net et la valeur de remboursement déterminé selon la méthode du taux d'intérêt effectif est inscrit dans l'État consolidé du résultat global.

5.5.5 Compensation

Les actifs et passifs financiers sont compensés lorsqu'il existe un droit juridiquement exécutoire de compenser les montants comptabilisés et une intention de régler le montant net ou de réaliser l'actif et de régler le passif simultanément.

5.5.6 Juste valeur des instruments financiers

La juste valeur d'un instrument financier est établie sur base des prix cotés sur des marchés actifs. A défaut de cette information, d'autres techniques d'évaluation sont utilisées. Ces techniques reposent notamment sur les prix de marché de placements comparables, la valeur actualisée des flux de trésorerie, les modèles d'évaluation basés sur les options et les méthodes d'évaluation basées sur les multiples de marché. Dans le cas improbable où il ne serait pas possible de déterminer la juste valeur d'un instrument financier, ce dernier est comptabilisé au coût d'acquisition.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

5.5.6 Juste valeur des instruments financiers (suite)

Lors de la comptabilisation initiale, la juste valeur d'un instrument financier correspond au prix de transaction, sauf si la juste valeur retenue se réfère à des transactions actuelles de marché observables impliquant le même instrument ou repose sur une technique d'évaluation qui s'appuie sur des données de marchés observables.

Les principales méthodes et hypothèses utilisées par le Groupe pour déterminer la juste valeur des instruments financiers sont les suivantes :

- les justes valeurs des titres disponibles à la vente et à la juste valeur par le résultat sont déterminées sur base des cours de marchés actifs. À défaut de cette information, la juste valeur est calculée au moyen de modèles d'actualisation des flux de trésorerie. Les facteurs d'actualisation reposent sur la courbe de swap, plus une marge reflétant le profil de l'instrument ;
- les justes valeurs des instruments financiers dérivés sont obtenues à partir des marchés actifs ou sont établies, si cela s'avère nécessaire, au moyen de modèles d'actualisation des flux de trésorerie et de modèles d'évaluation des options ;
- les justes valeurs des participations non cotées sont déterminées au moyen des multiples de marché applicables (par exemple ratios cours/bénéfices ou cours/flux de trésorerie) adaptés aux conditions particulières de l'émetteur ;
- les justes valeurs des prêts sont déterminées au moyen de modèles d'actualisation des flux de trésorerie en utilisant les taux d'intérêt marginaux créditeurs actuels du Groupe pour des prêts similaires. En ce qui concerne les prêts à taux variable qui évoluent fréquemment et ne présentent aucune modification significative du risque de crédit, les justes valeurs sont déterminées approximativement sur base de la valeur comptable. Des modèles d'évaluation des options sont utilisés pour évaluer les valeurs plafond et les clauses de remboursement anticipé prévues dans les contrats de prêt et qui sont isolées sur base des normes IFRS ;
- les passifs éventuels ou garanties hors-bilan sont estimés à leur juste valeur sur base des commissions actuellement facturées lors de la signature de contrats similaires, compte tenu des autres conditions et modalités des contrats et de la solvabilité des contreparties ;
- les valeurs comptables sont supposées s'approcher des justes valeurs pour les autres actifs et passifs financiers tels que les débiteurs et créditeurs à court terme.

5.5.7 Instruments financiers dérivés et couverture

Les instruments dérivés sont des instruments financiers tels que les swaps, les futures, les contrats à terme, les options (émises ou achetées). La valeur de ces instruments financiers varie en fonction de l'évolution des variables sous-jacentes, demandent peu ou pas d'investissement initial net et sont réglés à une date ultérieure.

Initialement tous les instruments dérivés sont comptabilisés au bilan à leur juste valeur.

Les variations de valeur ultérieures (hormis les intérêts courus) de produits dérivés qui ne sont pas qualifiés d'instruments de couverture sont inscrites dans l'État consolidé du résultat global sous la rubrique Gains (pertes) nets sur instruments financiers en juste valeur par le résultat.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

5.5.7 Instruments financiers dérivés et couverture (suite)

Les actifs et passifs financiers peuvent comprendre des instruments dérivés incorporés (hybrides). Les instruments financiers hybrides comprennent des emprunts convertibles (remboursables sous forme d'actions) et des emprunts avec des paiements d'intérêts indexés. Si le contrat hôte n'est pas enregistré à la juste valeur par le résultat et si les caractéristiques et risques de l'instrument dérivé incorporé ne sont pas liés étroitement à ceux du contrat hôte, l'instrument dérivé incorporé est séparé du contrat hôte et évalué à la juste valeur comme un dérivé autonome. Les écarts de juste valeur sont inscrits dans l'État consolidé du résultat global. Le contrat hôte est comptabilisé et évalué en appliquant les règles de la catégorie concernée à laquelle il appartient.

Toutefois, si le contrat hôte est comptabilisé à la juste valeur par le résultat ou si les caractéristiques et risques du dérivé incorporé sont étroitement liés à ceux du contrat hôte, l'instrument dérivé incorporé n'est pas séparé. L'instrument financier hybride est ainsi évalué comme un seul instrument.

5.5.8 Évaluation des actifs dépréciés

Un actif financier (ou un groupe d'actifs financiers) est déprécié s'il existe une indication objective de dépréciation résultant d'un ou plusieurs événements survenus après la comptabilisation initiale et que cet (ces) événement(s) générateur(s) de pertes a (ont) un impact sur les flux de trésorerie futurs estimés qui peut être estimé de façon fiable.

En fonction du type d'actif financier, le montant recouvrable peut être estimé comme suit:

- la juste valeur établie au moyen d'un prix de marché observable ;
- la valeur actualisée des flux de trésorerie attendus actualisés au taux d'intérêt réel initial de l'instrument ; ou
- sur base de la juste valeur de la sûreté réelle.

Les charges de dépréciation attribuées aux instruments de capitaux propres disponibles à la vente ne peuvent pas être extournées par le biais de l'État consolidé du résultat global.

5.6 OPÉRATIONS EN DEVISES

En date de clôture, les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis en euros au cours comptant de la devise. Les écarts de change latents ou réalisés sont enregistrés dans l'État consolidé du résultat global.

Les actifs et passifs non monétaires sont, selon le cas, évalués au cours historique (jour de la transaction) ou à la valeur de marché (cours de clôture). Les écarts de change résultant de l'évaluation à la valeur de marché (notamment des titres à revenu variable) des actifs financiers évalués à la juste valeur sont comptabilisés respectivement dans l'État consolidé du résultat global pour les actifs financiers évalués à la juste valeur par le résultat et dans les capitaux propres pour les titres disponibles à la vente.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

5.7 PRODUIT NET DES ACTIVITÉS ORDINAIRES

COFI comptabilise le produit des activités ordinaires lorsqu'il aura été satisfait à l'ensemble des conditions suivantes :

- le montant des produits des activités ordinaires peut être évalué de façon fiable ;
- il est probable que les avantages économiques associés à la transaction iront à l'entité.

5.7.1 Intérêts

Les produits d'intérêts sont comptabilisés au prorata suivant la méthode du taux d'intérêt effectif.

5.7.2 Dividendes

Les dividendes sont comptabilisés lorsque le droit de l'actionnaire à percevoir le paiement est établi.

5.7.3 Prestation de services

Lorsque le résultat d'une transaction faisant intervenir une prestation de services peut être estimé de façon fiable, le produit des activités ordinaires associé à cette transaction est comptabilisé en fonction du degré d'avancement de la transaction à la date de clôture.

5.8 IMPÔTS

La charge d'impôt sur le bénéfice est comptabilisée sur la base des règles et taux en vigueur dans le pays d'implantation respectif des sociétés du Groupe.

Par ailleurs, des impôts différés sont comptabilisés sur les différences temporelles entre les valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs.

Des passifs d'impôts différés sont reconnus pour toutes les différences temporelles taxables à l'exception :

- des différences temporelles taxables générées par la comptabilisation initiale d'un écart d'acquisition ;
- des différences temporelles taxables relatives aux investissements dans des entreprises sous contrôle exclusif et contrôle conjoint, dans la mesure où le Groupe est capable de contrôler la date à laquelle la différence temporelle s'inversera et qu'il est probable que cette différence temporelle ne s'inversera pas dans un avenir prévisible.

Des actifs d'impôts différés sont constatés pour toutes les différences temporelles déductibles et les pertes fiscales reportables dans la mesure où il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs suffisants ;

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

5.8 Impôts (suite)

Les impôts différés actifs et passifs sont évalués selon la méthode du report variable au taux d'impôt présumé de l'exercice au cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé, sur la base des taux d'impôt et réglementations fiscales qui ont été adoptés ou le seront avant la date de clôture de l'exercice concerné. Ils ne font pas l'objet d'une actualisation.

Les impôts différés actifs ou passifs sont compensés quand ils trouvent leur origine au sein d'un même sujet fiscal, relèvent de la même autorité fiscale, et lorsqu'il existe un droit légal de compensation.

Les impôts exigibles et différés sont comptabilisés en produits ou en charges d'impôt dans l'État consolidé du résultat global, à l'exception de ceux afférents aux gains et pertes latents sur les actifs disponibles à la vente et aux variations de valeur des instruments dérivés désignés en couverture de résultats futurs, sont comptabilisés dans les capitaux propres.

5.9 ENGAGEMENTS ET GARANTIES FINANCIÈRES

Les engagements de crédit qui permettent l'utilisation d'un prêt dans les délais généralement prescrits par la réglementation ou par convention sur le marché ne sont pas comptabilisés comme instruments financiers dérivés. Un engagement de crédit à la juste valeur par le résultat ou un engagement de crédit pour lequel il apparaît que le Groupe a déjà par le passé vendu des actifs qui découlent des promesses de prêt sont comptabilisés au bilan à la juste valeur. L'écart qui en résulte est imputé à l'État consolidé du résultat global.

Les contrats de garanties financières qui imposent à l'émetteur d'effectuer des paiements qui fluctuent en fonction de l'évolution d'un taux d'intérêt, du prix d'un instrument financier, du prix de matières premières, d'un cours de change, d'un indice de prix ou de cours, d'une notation de crédit ou d'un indice de crédit, ou d'une autre variable sont comptabilisés comme des instruments dérivés, pour autant que dans le cas d'une variable non financière, cette dernière ne soit pas spécifique à une des parties du contrat.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

NOTE 6 GESTION DES RISQUES**6.1 ORGANISATION DE LA GESTION DES RISQUES**

La politique de gestion des risques, examinée chaque année par le Conseil d'Administration du Groupe, constitue la base du processus de gestion du risque. A celle-ci est liée une structure de limites, définie pour chaque catégorie déterminée de risque.

Au cours de l'exercice, la gestion des risques au sein du Groupe COFI a connu d'importants développements au niveau de ses activités bancaires.

Afin de répondre aux exigences en matière de Surveillance Consolidée dictées par l'autorité compétente Suisse (FINMA), et en complément des mesures adoptées aux cours des années précédentes, les mesures suivantes ont été implémentées au cours de l'exercice :

- mise à jour du «Règlement relatif à la surveillance consolidée du groupe COFI (*Banking & Finance*)», au sein duquel sont regroupées les activités bancaires du Groupe COFI en l'occurrence PKB Privatbank SA, PKB Privatbank Ltd, PKB Banca Privada (Panama) SA et Cassa Lombarda SpA, ainsi que leurs participations ;
- maintien, au niveau du Groupe COFI (*Banking & Finance*), d'un Comité d'audit & *compliance* ayant pour mission de consolider l'ensemble des risques toutes catégories confondues (risques de crédit, de marché, d'image, risques opérationnels, etc.) et d'assurer le reporting vis-à-vis des instances de surveillance ;
- pour ce qui concerne la structure et la Gouvernance, le Conseil d'Administration de PKB dispose d'un Comité d'Audit, composé par trois membres, tous Administrateurs, dont l'activité principale consiste en la supervision des processus de gestion des risques ;
- adaptation aux nouvelles exigences imposées par Bâle II et Mi-FID au sein des différentes entités bancaires du Groupe. Cet effort d'adaptation a eu des répercussions sur la gestion des différentes catégories de risques non seulement au niveau de la vérification des fonds propres (premier pilier de Bâle II) mais également à l'égard de la gestion prudentielle des processus et, donc, des sources de risque ;
- renforcement général et mise à niveau des structures de gestion du risque (*Risk Management*), de conformité (*Compliance*) et d'audit interne (*Internal Auditing*) des entités donnant lieu à une amélioration des processus d'identification, de quantification et d'atténuation des risques rattachés à la Direction et au Conseil d'Administration des filiales qui opèrent dans le secteur bancaire.

Pour tout type de risque, il existe un règlement spécifique en matière de gestion, contrôle et surveillance.

Le montant des fonds propres est supérieur au niveau réglementaire requis.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

6.2 RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit résulte de la possibilité qu'une contrepartie ne remplisse pas ses obligations contractuelles entraînant de ce fait une perte pour le créancier. Il se compose du risque de contrepartie, de pays et de concentration. La surveillance des risques de crédit est confiée au Comité des risques et aux Directions générales des entités concernées.

Dans le cadre de l'activité crédit, les Banques du Groupe COFI se sont dotées de procédures et de normes rigoureuses notamment en matière de limites de compétence hiérarchiques et fonctionnelles, d'analyses quantitatives et qualitatives des contreparties ainsi que du principe de séparation des fonctions. Ces mêmes procédures couvrent également l'analyse des garanties fournies ainsi que la capacité du débiteur à honorer la dette.

Les risques résultant des contreparties financières sont suivis par un service spécialement affecté à cette tâche.

Des procédures appropriées ont été mises en place afin de prévenir d'éventuels conflits d'intérêts tant en termes de pouvoir de décision que de séparation des fonctions. Afin de garantir à tout moment une vision correcte de leurs expositions respectives à l'égard de chaque client ou groupe de clients liés et, le cas échéant, réviser les lignes de crédit en temps utile, les Banques du groupe COFI disposent de procédures informatisées. Ces procédures permettent le monitoring des données d'identification des clients, leurs relations juridiques et économiques avec d'autres clients, leur exposition totale, les formes techniques donnant lieu à l'exposition, la valeur actualisée des garanties et le total des fonds déposés.

De plus, les Banques du Groupe COFI ont défini des compétences et des missions claires et précises à tous les niveaux, à savoir la sphère commerciale, administration des crédits, gestion du risque, Direction générale, surveillance interne et Conseil d'Administration.

Les services juridiques sont habilités en dernier ressort à entreprendre les actions nécessaires pour récupérer les positions présentant des anomalies. Pour remplir cette mission les services juridiques :

- gèrent les comptes pouvant présenter un problème et définissent les actions et mesures les plus appropriées ;
- dirigent l'action de recouvrement des crédits en souffrance.

Les services juridiques rapportent régulièrement aux Directions générales et aux Conseils d'Administration l'état des comptes sous observation.

Le Groupe utilise le concept d'engagement total du débiteur (« *total one obligor* »). Ainsi les contreparties liées appartenant à un même groupe sont considérées comme une seule et même contrepartie pour la gestion du risque de crédit. En matière de gestion de la concentration des risques de crédit, la politique de gestion des risques vise un étalement du risque de crédit sur des secteurs et pays différents.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

6.2 Risque de crédit (suite)

L'atténuation du risque est la technique consistant à réduire le risque de contrepartie par l'obtention de sûretés. Une sûreté est tout engagement contracté ou privilège consenti par une contrepartie ou un tiers dont les Banques peuvent se prévaloir en cas de défaillance de la contrepartie de manière à diminuer les pertes sur le prêt, ou tout autre arrangement ou accord ayant un effet similaire. Un prêt ne peut jamais être accordé sur la base des seules sûretés ou couvertures. Les facteurs d'atténuation du risque ne sont considérés que comme une solution accessoire.

6.3 RISQUE DE MARCHÉ

Le développement de cette activité est encadré par une structure opérationnelle définie par des normes précises et l'attribution de limites par un règlement interne approuvé par les différents Conseils d'Administration. La consolidation des risques s'effectue au sein du Comité des risques. Sur le plan opérationnel, la vérification quotidienne du respect des limites se fait par le biais de procédures informatisées.

Les Banques du Groupe COFI sont principalement actives dans les pays de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Économique). Elles traitent uniquement les instruments financiers définis dans le règlement relatif aux risques de marché et pour lesquels elles disposent des informations et des connaissances nécessaires. Les positions de négoce sont évaluées quotidiennement à leur valeur de marché.

Les principes du système de surveillance des risques de marché sont les suivants :

- mise en place d'une unité autonome de contrôle du risque;
- participation active du Conseil d'Administration et des Hautes Directions au processus de maîtrise des risques;
- examen, au sein de Cassa Lombarda SpA, des rapports établis par l'unité autonome de contrôle, par des dirigeants d'un niveau hiérarchique disposant d'un pouvoir de décision leur permettant d'imposer des réductions tant au niveau des positions individuelles que de l'exposition globale;
- application, au sein de Cassa Lombarda SpA, du système de mesure du risque parallèlement à des limites internes de négoce et d'exposition;
- application, au sein de PKB Privatbank SA, du système de mesure des limites internes de négoce et d'exposition;
- audit indépendant, réalisé dans le cadre du processus de révision interne.

Afin de soutenir l'activité d'investissement et de contrôle du risque résultant des processus de gestion de son portefeuille, Cassa Lombarda SpA a adopté une procédure informatique qui constitue un des axes du système de contrôle et qui assure une large couverture des marchés et des instruments financiers disponibles ainsi que la fiabilité des données relatives à l'exposition au risque.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

6.3 Risque de marché (suite)

La procédure intervient notamment aux stades suivants:

- gestion des données d'identification des titres;
- saisie des ordres en cours de procédure;
- suivi des positions en portefeuille (*position keeping*);
- *pricing*;
- évaluation de l'impact des stratégies;
- gestion du risque et contrôle des limites.

Ce système permet à l'unité de contrôle des risques de Cassa Lombarda SpA de suivre l'évolution du niveau de risque du portefeuille calculé avec la méthode VaR (Value at Risk, et plus précisément selon le modèle RiskMetrics), de manière à garantir que la gestion du portefeuille respecte le profil de risque défini par le Conseil d'Administration. Un aspect particulièrement intéressant de cette approche consiste en la possibilité de regrouper les mesures des VaR des différents portefeuilles de base pour établir la VaR globale de la Banque afin de jauger les effets de la diversification.

Le risque de change relatif aux positions détenues par Cassa Lombarda SpA et, de manière générale, couvertes systématiquement par sa trésorerie, fait l'objet d'ajustements (gains/pertes) trimestriels et est contrôlé au moins une fois par mois par les organes de surveillance.

6.4 RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Les entités du groupe COFI (*Banking & Finance*) ont défini une politique en matière de gestion, de contrôle et de surveillance du risque de taux. Cette politique définit le cadre général en matière de gestion et de contrôle du risque de taux, les responsabilités et les compétences des entités concernées ainsi que les limites.

La plupart des positions présentant un risque de taux concernent les crédits lombards, les crédits commerciaux, les investissements financiers et les dépôts des clients.

Le risque de taux est évalué et surveillé essentiellement par le biais des indicateurs d'impact dans l'État consolidé du résultat global et sur la sensibilité des fonds propres (*sensitivity*). L'analyse du bilan par tranches de vie résiduelle révèle une concentration sur les positions classiques de dépôts de la clientèle et d'engagements sur la clientèle à très court terme.

La couverture des risques de taux de PKB Privatbank SA est assurée par des instruments financiers dérivés classiques (FRA et IRS).

Pour évaluer les risques de taux d'intérêt, PKB Privatbank SA a également recours à deux scénarios de crise inspirés de l'histoire des marchés financiers. Ces deux scénarios se fondent, d'une part, sur un effondrement soudain des taux et, d'autre part, sur une hausse inattendue des taux. Les indicateurs de risque obtenus en appliquant ces deux scénarios révèlent des valeurs très modestes en raison des taux relativement bas de la période actuelle et de la structure des échéances inscrites au bilan qui se concentrent sur le court terme.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

6.4 Risque de taux d'intérêt (suite)

Le Conseil d'Administration de Cassa Lombarda SpA a réglementé l'activité et fixé des limites opérationnelles liées au montant total pouvant être détenu en portefeuille, à la durée et à la typologie des taux des titres. Ces limites s'expriment également en termes de VaR de capital utilisé et de perte maximale (*stop loss*). Le Conseil d'Administration a également prévu un système de procurations et fixé les modalités pour l'introduction de nouveaux instruments, marchés ou contreparties.

La position financière de Cassa Lombarda SpA est suivie par une procédure informatique qui constitue un outil d'aide à la décision pour l'*Asset/Liability* Management opérationnel et pour la gestion intégrée des positions. En plus des fonctions Front Office typiques, les différents modules de la procédure mettent à disposition les outils nécessaires pour la gestion des portefeuilles et permettent de contrôler:

- l'évolution des opérations et des fonctions;
- le respect des limites d'exposition aux risques de taux, de change, de liquidité et de crédit;
- la performance prévue;
- la performance réelle.

Les fonctions disponibles pour la configuration organisationnelle du système permettent de structurer les différents compartiments en portefeuilles de base, reliés par une structure hiérarchique en arborescence. Les contrôles de premier niveau sont pris en charge par le Service Titres (*Securities*) de Cassa Lombarda SpA.

Le Service Planification et Contrôles de Cassa Lombarda vérifie quotidiennement le respect des limites attribuées et se charge du *reporting* périodique au Conseil d'Administration et au Comité de trésorerie.

Le suivi du risque de taux s'effectue au sein de comités spécifiques de la Direction Générale (Trésorerie et ALCO). La consolidation des risques s'effectue au sein du Comité des risques du Groupe en mettant en parallèle les situations des Banques.

6.5 RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité est lié à la structure du bilan qui doit permettre de faire face à tout moment aux besoins opérationnels (risque d'échéance). Il est fortement tributaire des lignes de crédit octroyées par des établissements de crédit tiers (risque de refinancement).

Les Conseils d'Administration des banques du Groupe COFI ont établi des règles fixant les rôles et les limites opérationnelles des fonctions concernées et régissant l'interaction avec les contreparties.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

6.5 Risque de liquidité (suite)

Le service Trésorerie des Banques est chargé de:

- financer les positions d'investissement et les opérations de vente-achat de la Banque, recourant pour ce faire essentiellement aux fonds propres et éventuellement au «Marché interbancaire des Dépôts»;
- gérer les déséquilibres et écarts résultant du métier de banque commerciale;
- assurer le bon fonctionnement de la chambre, des comptes réciproques et du système de paiement;
- s'acquitter enfin des obligations de réserve légale.

Le service Trésorerie des Banques s'occupe également de gérer de manière efficace les flux entrants et sortants de la Banque. En plus des applications de gestion, il existe également des applications spéciales pour le suivi des échéances attendues.

Les dépôts directs chez Cassa Lombarda SpA se maintiennent à un niveau élevé ce qui permet de laisser aux banques, de manière constante, une partie des investissements sous la forme de dépôts *overnight*. Afin de faire face à d'éventuelles périodes de tension, des lignes de crédit sont néanmoins disponibles tant sur le marché interbancaire des dépôts E-Mid que dans le cadre d'accords réciproques.

6.6 RISQUE OPÉRATIONNEL

Le risque opérationnel regroupe l'ensemble des risques liés aux systèmes, à l'organisation, aux processus et aux personnes.

Les risques opérationnels sont difficiles à quantifier et sont liés, par définition, aux processus opérationnels et à leurs ressources. Dans l'optique d'une réduction des risques opérationnels, les principaux facteurs pris en considération sont:

- **l'organisation et les processus**
les Banques du Groupe COFI garantissent la bonne exécution des tâches grâce à l'application du principe de la séparation des fonctions, à la définition des responsabilités et à un système de contrôle interne ;
- **les compétences du personnel**
les Banques du Groupe COFI affichent la volonté de se doter de personnel qualifié en mesure de répondre à leur stratégie et susceptible de s'identifier à la culture d'entreprise des Banques. Cette culture imprègne les membres de la Direction et les collaborateurs et se reflète également dans l'approche suivie par le Groupe en matière de maîtrise des risques ;

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

6.6 Risque opérationnel (suite)

- **l'infrastructure et la technologie informatique**
PKB Privatbank SA dispose de compétences internes et externes lui permettant d'assurer le développement et la maintenance «in-house» de son système informatique. Cette approche favorise l'intégration du système et permet le traitement automatique des transactions et la mise en œuvre d'un certain nombre de directives et de contrôles. En revanche, la quasi-totalité du système informatique de Cassa Lombarda SpA est externalisée et confiée à Cedacri qui assure un niveau approprié de sécurité tant en termes de reprise après sinistre (*Disaster Recovery*) que de continuité des activités (*Business Continuity*) ainsi que toute l'assistance et la maintenance nécessaires ;
- **la sécurité**
les sociétés du Groupe COFI ont mis en œuvre des mesures de sécurité spécifiques visant à éviter que des personnes non autorisées puissent accéder aux locaux où sont conservés des documents considérés comme «sensibles». Les Directions générales ont, depuis un certain temps déjà, établi un Plan de continuité général visant à garantir la continuité de leurs activités, comprenant notamment une analyse détaillée des différents scénarios envisagés et des ressources minimales nécessaires pour y faire face.

Le Comité des risques de Cassa Lombarda SpA a notamment veillé à :

- développer une culture d'entreprise axée sur l'aide et l'assistance au client ;
- mettre en place une documentation interne complète accessible via l'intranet qui traite l'ensemble des métiers exercés et des services proposés ;
- faire adopter le «Code de conduite du secteur bancaire et financier» élaboré par l'Association des banques italiennes et l'«Accord pour l'institution d'un bureau des réclamations ou d'un médiateur bancaire» ;
- mettre en place un système de suivi à distance de l'activité du réseau de Promoteurs financiers / Gestionnaires de fortune (Private Banker), s'appuyant sur une série d'indicateurs d'anomalies du même type que ceux indiqués par Assoreti ;
- mettre en place le «Modèle organisationnel» sur la responsabilité administrative et adopter un code éthique dans les deux Banques ;
- compléter le projet «*Disaster Recovery*» et «*Business Continuity*» auquel ont participé toutes les fonctions des deux Banques du Groupe COFI qui a abouti à l'élaboration du «Plan de continuité opérationnelle» et à la proposition d'actions et mesures visant à réduire l'exposition aux risques ;
- mettre en œuvre la réglementation en matière d'abus de marché en agissant sur l'organisation interne afin de prévenir les conduites potentiellement irrégulières et en mettant en place des outils de suivi de l'activité de la clientèle ;

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

6.6 Risque opérationnel (suite)

- appliquer la réglementation Mi-FID en implémentant les mesures connexes en matière de:
 - classification et de profilage de la clientèle ;
 - mise en place d'un service de conseil ;
 - introduction des contrôles d'adéquation et de pertinence ;
 - révision des contrats et définition des politiques de l'entreprise.

6.7 RISQUE JURIDIQUE

Les Banques du groupe COFI (*Banking & Finance*) réglementent leurs activités en accord avec les normes légales et déontologiques en vigueur dans le secteur bancaire tout en assurant la compréhension et la transparence des dispositions opérationnelles et contractuelles à l'égard de la clientèle.

6.8 RISQUES DE RÉPUTATION ET DE «COMPLIANCE»

Le Groupe limite son exposition au risque de réputation (d'image) en investissant de façon constante dans la formation et la sensibilisation du personnel à tous les niveaux, en maintenant une définition claire des processus de travail et des responsabilités et enfin en favorisant la diffusion d'une culture d'entreprise fondée notamment sur l'irréprochabilité et sur des normes déontologiques et professionnelles de premier ordre.

À cet égard, le groupe s'est doté d'une «Charte des valeurs» qui a fait l'objet de présentations et de discussions à tous les niveaux dans les différents établissements.

Il dispose d'un service «*Legal & Compliance*» qui couvre toutes les tâches et activités liées à la *compliance*.

Dans le cadre de la réglementation contre le blanchiment d'argent, un système de gestion visant à identifier les relations bancaires pouvant donner lieu à des risques juridiques et de réputation majeurs a également été mis en place.

Après traitement et évaluation sur la base d'une série de facteurs de risque, chaque relation de compte a été classée dans une catégorie appropriée. Les relations présentant un risque potentiellement élevé («*High Risk*» et «*Medium Risk*») ont été signalées aux responsables internes afin de les sensibiliser et les mobiliser davantage. L'installation du programme «*World Check*» chez Cassa Lombarda SpA en vue d'un *screening* automatique périodique complétera le projet conçu et développé dans le cadre de la surveillance consolidée du Groupe COFI (*Banking & Finance*).

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

NOTE 7 ÉVOLUTION DES CAPITAUX PROPRES

Les actions propres sont représentées uniquement par des titres de COFI SA détenus par la société elle-même.

Au cours du premier semestre 2015, la Société n'a acheté aucune action propre. Au 30 juin 2015, COFI détenait 565.946 de ses propres actions.

En conformité avec les normes IFRS, les 565.946 actions propres ont été déduites des capitaux propres.

Les *Réserves* de EUR 18,9 millions (31.12.2014 : EUR 118,2 millions) et les *Résultats reportés* de EUR 33,7 millions (31.12.2014 : EUR 313 millions) correspondent aux réserves et aux résultats reportés dans les comptes sociaux de la société consolidante COFI SA.

NOTE 8 RÉSULTAT PAR ACTION

Le capital social de EUR 163,3 millions est composé de 20 millions d'actions ordinaires entièrement libérées, sans indication de la valeur nominale.

Après élimination des actions propres (Note 7), 19.434.054 actions donnent droit aux résultats. Aucune option sur actions ni d'autres facteurs de dilution existent.

Le résultat par action est obtenu en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions en circulation.

Au 30 juin 2015, le nombre moyen pondéré d'actions en circulation s'élève à 19.434.054 (31.12.2014 : 19.434.054) ; le résultat net par action s'élève à EUR 0,83 (30.06.2014 : EUR 0,59) et le résultat net global par action à EUR 2,71 (30.06.2014 : EUR 0,82).

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

INFORMATIONS SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE

NOTE 9 CRÉANCES SUR ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
à vue	254.748	304.419
jusqu'à 3 mois	201.266	209.498
plus de 3 mois à 1 an	99.775	130.213
plus de 5 ans	6.287	5.857
TOTAL	562.076	649.987

NOTE 10 CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
à vue	881.742	370.842
jusqu'à 3 mois	272.281	856.830
plus de 3 mois à 1 an	131.695	193.987
plus de 1 an à 5 ans	299.465	103.303
plus de 5 ans	159.706	36.627
TOTAL	1.744.889	1.561.589

Le Groupe n'a pas procédé à des cessions sur ses portefeuilles de crédit à la clientèle.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

NOTE 11 INSTRUMENTS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
Titres à revenu fixe	184.429	199.799
des émetteurs publics et assimilés	161.840	157.404
d'autres émetteurs	22.589	42.395
Titres à revenu variable	27.475	19.648
cotés	434	17.823
non cotés	27.041	1.825
TOTAL	211.904	219.447

NOTE 12 INSTRUMENTS FINANCIERS EN JUSTE VALEUR PAR LE RÉSULTAT

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
Titres à revenu fixe	79.291	138.109
des émetteurs publics et assimilés	65.244	63.352
d'autres émetteurs	14.047	74.757
Titres à revenu variable	11.610	14.304
cotés	10.580	13.055
non cotés	1.030	1.249
Instrument financiers dérivés	33.566	37.581
TOTAL	124.467	189.994

Tous les titres figurant sous cette rubrique sont destinés au *trading*.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

12.1 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

Le tableau ci-dessous présente le détail des instruments dérivés figurant à l'actif du bilan, conjointement avec leur valeur notionnelle. Les montants notionnels sont présentés en brut et représentent la valeur des actifs sous-jacents des taux de référence ou indices servant à la valorisation de ces instruments. Ils fournissent une indication sur le volume des opérations ouvertes à la clôture, mais ne sont pas un indicateur de risque de crédit ou de marché.

en milliers de EUR	30/06/2015		31/12/2014	
	fair value	valeur notionnelle	fair value	valeur notionnelle
Couverture de transactions	27.593	2.563.188	22.082	3.717.581
instruments dérivés de devise	1.062	0	0	0
instruments dérivés de cours de change	16.275	2.128.333	21.747	3.700.549
instruments dérivés de futures sur taux d'intérêt	0	0	335	17.032
instruments dérivés d'options sur taux d'intérêt	10.256	434.855	0	0
Couverture de juste valeur	0	0	13.101	720.413
instruments dérivés de taux d'intérêt	0	0	13.101	720.413
Couverture de résultats futurs	5.973	372.394	2.398	773
instruments dérivés de taux d'intérêt	5.973	372.394	0	0
instruments dérivés de devise	0	0	2.398	773
TOTAL	33.566	2.935.582	37.581	4.438.767

NOTE 13 ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS JUSQU'À L'ÉCHÉANCE

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
Titres à revenu fixe	260.546	158.505
des émetteurs publics et assimilés	153.947	79.808
d'autres émetteurs	106.599	78.697
TOTAL	260.546	158.505

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

Note 13 Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance (suite)

Il n'y a pas eu d'opérations de cession sur ces portefeuilles et par conséquent pas de gain ou perte sur cession.

NOTE 14 ENTREPRISES NON CONSOLIDÉES

Informations sur les investissements les plus importants

en milliers de EUR	% d'intérêt du Groupe	Valeur au bilan
Aduno Holding AG, Zürich	0,28%	365
Bulk Malta Ltd, Malte	10,00%	1.341
Modomodo Inc, Wilmington	6,42%	541
New Europe Investments Holding SA, Luxembourg	18,81%	586
Queluz Gestão de Ativos Ltda, Sao Paulo	10,00%	718
		3.551

Dans les états financiers consolidés la valeur des entreprises non consolidées s'élève à EUR 3.801 (31.12.2014 : EUR 3.631).

Le tableau ci-dessus ne comprend que les entités non consolidées qui ont un impact significatif dans les états financiers consolidés.

L'investissement total dans sociétés non consolidées ne figurant pas dans le tableau ci-dessus s'élève à EUR 250 (31.12.2014 : EUR 901). Ces entités sont exclues du tableau en raison de la valeur négligeable de l'investissement.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

NOTE 15 PARTICIPATIONS MISES EN ÉQUIVALENCE

15.1 Part détenue directement ou indirectement par le Groupe

en milliers de EUR	30/06/2015		31/12/2014	
	Fonds propres	Résultat	Fonds propres	Résultat
Anthilia Capital Partners SGR SpA	2.446	1.489	2.182	390
Cortefranca SpA	1.111	(6)	1.122	(11)
Distillerie Pietrasanta Srl	4.721	67	4.513	208
Fortress 31 LLC	(145)	18	(140)	11
Fortress Sterling LLC	953	(6)	1.914	(73)
Fortress Rockaway LLC	517	(19)	952	(17)
Heptagon Investments Ltd	930	(4)	804	48
Lez-Go Srl	1.156	(13)	1.181	(25)
Lombarda & Associati Srl	15	3	56	(41)
Sartoria Saint Andrews Milano SpA	1.623	247	1.291	332
Tzion Flats LLC	97	(79)	956	(37)
	13.424	1.697	14.831	785
Total des fonds propres (part du Groupe)	15.121		15.616	

Aucune de ces sociétés n'est cotée en bourse. Aucun établissement de crédit n'est à dénombrer.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

Note 15 Participations mises en équivalence (suite)

15.2 Données financières publiées par les entités

en milliers de EUR	30/06/2015			
	Total actifs	Total dettes	Total produits	Résultat
Anthilia Capital Partners SGR SpA	10.730	2.154	6.515	3.194 ⁽¹⁾
Cortefranca SpA	613	9	0	(12)
Distillerie Pietrasanta Srl	3.132	590	511	149
Fortress 31 LLC	4.217	4.718	367	18
Fortress Sterling LLC	6.394	4.363	394	(17)
Fortress Rockaway LLC	3.528	2.444	241	(13)
Heptagon Investments Ltd	3.359	18	241	(13)
Lez-Go Srl	2.368	76	199	(25)
Lombarda & Associati Srl	1.419	1.362	30	25
Sartoria Saint Andrews Milano SpA	11.077	3.166	6.791	1.045
Tzion Flats LLC	3.456	3.294	233	(59)
TOTAL	50.293	22.194	15.522	4.292

⁽¹⁾ résultat avant impôts

NOTE 16 IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET INCORPORELLES

L'évolution des valeurs immobilisées est renseignée à la page 74.

Compte tenu de la variation des taux de change (en particulier, du dollar des États-Unis), la valeur de marché au 30 juin 2015 des immeubles de placement est de EUR 93,1 millions (31.12.2014 : EUR 85,5 millions).

Le bénéfice net résultant de la gestion des immeubles de placement s'élève à EUR 1,6 million (30.06.2014 : EUR 1 million).

La dotation aux amortissements relative aux immeubles de placement de EUR 0,2 million (30.06.2014 : EUR 1 million), est reprise sous la rubrique *Autres charges d'exploitation* dans l'État consolidé du résultat global.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

Note 16 Immobilisations corporelles et incorporelles (suite)

Certaines sociétés du Groupe réalisent des opérations de promotion immobilière. Ces immeubles ont été classés en *Immeubles destinés à la vente* et sont évalués au plus bas de leur valeur comptable ou de leur valeur de marché diminuée des coûts de vente.

Presque la totalité de ces actifs sont de nouvelles constructions réalisées par une entité du Groupe.

L'activité liée à ces immeubles n'a pas d'influence significative sur le résultat du Groupe au 30 juin 2015 et au 31 décembre 2014.

Les immobilisations incorporelles reprises dans le tableau ci-après sous la dénomination *Autres actifs immatériels* représentent la valeur de la clientèle acquise lors de l'absorption ou de l'acquisition par PKB Privatbank SA, de

- Banca Monte Paschi (Suisse) SA, en 2004;
- Banca Gesfid SA, en 2010 ;
- Liechtensteinische Landesbank (Suisse) SA, en 2014 ;
- PKB Alasia SA, en 2014.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

16.1 Évolution des immobilisations corporelles et incorporelles (exercice courant)

en milliers de EUR	Valeur d'acquisition				Cumul des réductions de valeur				Valeur nette			
	31/12/2014	Différence de change	Acquisitions (Sorties)	30/06/2015	31/12/2014	Différence de change	Reprises (Dotations)	30/06/2015	31/12/2014	Différence de change	Mouvement	30/06/2015
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	134.417	13.059	11.067	158.543	(50.860)	(4.589)	(4.267)	(59.716)	83.557	8.470	6.800	98.827
Immobilisations d'exploitation	118.096	12.208	3.169	133.473	(44.900)	(4.125)	(4.077)	(53.102)	73.196	8.083	(908)	80.371
Terrains et constructions	67.566	6.572	585	74.723	(14.136)	(1.128)	(789)	(16.053)	53.430	5.444	(204)	58.670
Machines et outillage industriel	24.334	3.328	1.677	29.339	(18.365)	(2.514)	(2.756)	(23.635)	5.969	814	(1.079)	5.704
Autres installations, outillage et mobilier	24.667	2.308	907	27.882	(11.478)	(483)	(479)	(12.440)	13.189	1.825	428	15.442
Immobilisations en cours, acomptes versés	1.529	0	0	1.529	(921)	0	(53)	(974)	608	0	(53)	555
Immobilisations de placement	12.213	953	0	13.166	(5.960)	(464)	(190)	(6.614)	6.253	489	(190)	6.552
Immobilisations disponibles à la vente	4.108	(102)	7.898	11.904	0	0	0	0	4.108	(102)	7.898	11.904
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	51.126	7.669	207	59.002	(23.815)	(3.572)	(2.230)	(29.617)	27.311	4.097	(2.023)	29.385
Concessions, brevets, licences	513	5	207	725	(281)	(5)	(77)	(363)	232	0	130	362
Autres actifs immatériels	50.381	7.629	0	58.010	(23.534)	(3.567)	(2.153)	(29.254)	26.847	4.062	(2.153)	28.756
Acomptes versées	232	35	0	267	0	0	0	0	232	35	0	267

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

16.2 Évolution des immobilisations corporelles et incorporelles (exercice précédent)

en milliers de EUR	Valeur d'acquisition				Cumul des réductions de valeur				Valeur nette			
	31/12/2013	Différence de change	Acquisitions (Sorties)	31/12/2014	31/12/2013	Différence de change	Reprises (Dotations)	31/12/2014	31/12/2013	Différence de change	Mouvement	31/12/2014
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	119.710	2.998	11.709	134.417	(43.016)	(809)	(7.035)	(50.860)	76.694	2.189	4.674	83.557
Immobilisations d'exploitation	104.193	2.357	11.546	118.096	(37.735)	(499)	(6.666)	(44.900)	66.458	1.858	4.880	73.196
Terrains et constructions	62.314	1.530	3.722	67.566	(12.452)	(147)	(1.537)	(14.136)	49.862	1.383	2.185	53.430
Machines et outillage industriel	18.582	407	5.345	24.334	(14.197)	(290)	(3.878)	(18.365)	4.385	117	1.467	5.969
Autres installations, outillage et mobilier	21.865	420	2.382	24.667	(10.259)	(62)	(1.157)	(11.478)	11.606	358	1.225	13.189
Immobilisations en cours, acomptes versés	1.432	0	97	1.529	(827)	0	(94)	(921)	605	0	3	608
Immobilisations de placement	11.687	523	3	12.213	(5.281)	(310)	(369)	(5.960)	6.406	213	(366)	6.253
Immobilisations disponibles à la vente	3.830	118	160	4.108	0	0	0	0	3.830	118	160	4.108
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	34.299	676	16.151	51.126	(19.553)	(416)	(3.846)	(23.815)	14.746	260	12.305	27.311
Concessions, brevets, licences	800	0	(287)	513	(690)	0	409	(281)	110	0	122	232
Autres actifs immatériels	33.272	671	16.438	50.381	(18.863)	(416)	(4.255)	(23.534)	14.409	255	12.183	26.847
Acomptes versés	227	5	0	232	0	0	0	0	227	5	0	232

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

NOTE 17 AUTRES ACTIFS

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
crédits fiscaux	8.722	10.199
autres crédits	9.132	8.743
œuvre d'art	1.144	994
transactions en association	4.221	4.102
transactions en cours	3.567	2.714
valeurs de remplacement positives	5.553	5.744
autres	614	980
TOTAL	32.953	33.476

NOTE 18 ÉCARTS D'ACQUISITION

L'écart positif entre le coût d'acquisition et la quote-part du Groupe dans l'actif net de la filiale acquise est comptabilisé à l'actif sous la rubrique *Écarts d'acquisition*.

Pour toutes les filiales acquises avant le 1^{er} janvier 2004, les écarts d'acquisition sont conservés à leur valeur d'origine telle qu'inscrite au bilan consolidé au 1^{er} janvier 2004, déduction faite des dépréciations cumulées à cette date.

Les *impairment tests* sur les *Écarts d'acquisition* réalisés suivant des méthodes d'évaluation usuelles n'ont pas donné lieu à une dépréciation.

Les *impairment test* sont réalisés au minimum une fois tous les 12 mois. Si la valeur recouvrable des éléments retenus dans la valorisation de l'écart d'acquisition est inférieure à la valeur de l'écart d'acquisition, une perte de valeur est reconnue dans *l'État consolidé du résultat global*.

Au cours de la période considérée, aucun changement n'a été enregistré.

L'écart d'acquisition lié aux entités consolidées selon la méthode de l'intégration globale s'élève à EUR 10.339 (31.12.2014 : EUR 10.339), tandis que celui relative aux entités mises en équivalence s'élève à EUR 190 (31.12.2014 : EUR 190).

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

18.1 Les écarts d'acquisition se répartissent par unité génératrice de trésorerie de la manière suivante :

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
Anthilia Capital Partners SGR SpA	34	34
Cassa Lombarda SpA	9.087	9.087
Cortefranca Spa	156	156
Glenbuddah Pty Ltd	134	134
Primco Srl	51	51
Quintia SpA	1.067	1.067
	10.529	10.529

NOTE 19 DETTES ENVERS DES BANQUES CENTRALES

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
jusqu'à 3 mois	80.006	130.900
plus de 1 an à 5 ans	120.035	30.012
TOTAL	200.041	160.912

Cassa Lombarda SpA a utilisé les facilités à des taux favorables accordées par la BCE (Banque Centrale Européenne) aux banques de l'Union Européenne qui en ont fait la demande.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

NOTE 20 DETTES ENVERS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
à vue	128.373	19.423
jusqu'à 3 mois	958	8.252
plus de 3 mois à 1 an	1	0
plus de 1 an à 5 ans	3.500	0
plus de 5 ans	13.077	12.123
TOTAL	145.909	39.798

Aucune situation de défaut à titre contractuel ou financier n'est à signaler dans le cadre des engagements financiers pris par le Groupe.

NOTE 21 DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
Dépôts d'épargne	203.810	181.543
à vue	203.810	181.543
Autres dettes	2.960.257	2.871.498
à vue	2.677.929	2.759.814
jusqu'à 3 mois	35.336	92.993
plus de 3 mois à 1 an	22.347	16.821
plus de 1 an à 5 ans	143.662	1.870
plus de 5 ans	80.983	0
TOTAL	3.164.067	3.053.041

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

NOTE 22 INSTRUMENTS FINANCIERS DÉRIVÉS

en milliers de EUR	30/06/2015		31/12/2014	
	fair value	valeur notionnelle	fair value	valeur notionnelle
Couverture de transactions	26.874	2.467.920	11.410	3.745.826
instruments dérivés de cours de change	1.062	0	10.997	3.718.548
instruments dérivés de futures sur taux d'intérêt	11.836	2.051.531	413	27.278
instruments dérivés d'options sur taux d'intérêt	13.976	416.389	0	0
Couverture de juste valeur	0	0	19.769	720.413
instruments dérivés de taux d'intérêt	0	0	19.769	720.413
Couverture de résultats futurs	11.816	356.580	2.398	773
instruments dérivés de devise	11.816	356.580	2.398	773
TOTAL	38.690	2.824.500	33.577	4.467.012

Le tableau précédent présente le détail des instruments dérivés figurant au passif du bilan, conjointement avec leur valeur notionnelle. Les montants notionnels sont présentés en brut et représentent la valeur des actifs sous-jacents des taux de référence ou indice servant à la valorisation de ces instruments. Ils fournissent une indication sur le volume des opérations ouvertes à la clôture, mais ne sont pas un indicateur de risque de crédit ou de marché.

NOTE 23 AUTRES PASSIFS

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
dettes fiscales	7.260	6.733
autres dettes	7.996	13.388
transactions en association	2.768	2.728
transactions en cours	5.436	6.711
valeurs de remplacement négatives	5.967	6.305
autres	12.378	2.786
TOTAL	41.805	38.651

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

Note 23 Autres passifs (suite)

Le poste « *autres dettes* » se compose entre autre de EUR 4.990 relatifs à la clientèle, encore à payer, lors de l'acquisition de Liechtensteinische Landesbank (Suisse) SA et de EUR 1.044 relatifs à la clientèle, encore à payer, lors de l'acquisition de PKB Alasia SA.

NOTE 24 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
Provisions pour pensions et obligations similaires	34.117	30.093
régime à prestations définies	34.117	30.093
Provisions pour impôts	17.150	12.891
pour impôts courants	5.582	2.842
pour impôts différés	11.568	10.049
Provisions pour autres risques et charges	31.074	28.087
TOTAL	82.341	71.071

D'autres informations sur les impôts de l'exercice sont données à la Note 33.

24.1 VARIATIONS DES PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
Solde au début de l'exercice	71.071	58.674
Différence de change	9.869	958
Dotations aux provisions	5.889	27.440
Reprise de provisions	(8)	(2.388)
Utilisation des provisions	(4.480)	(13.613)
Solde à la fin de l'exercice	82.341	71.071

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Informations sur l'État consolidé de la situation financière

24.2 PROVISIONS POUR AUTRES RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour autres risques et charges sont afférents à :

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
Litiges éventuels et procès	10.886	10.649
Primes et commissions	9.630	9.457
Autres provisions	10.558	7.981
TOTAL	31.074	28.087

**NOTE 25 VARIATION DE LA RÉSERVE DE RÉÉVALUATION SUR INSTRUMENTS FINANCIERS DISPONIBLES
À LA VENTE (PART DU GROUPE)**

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
Réserve au début de l'exercice	(1.072)	(2.475)
Variations de l'exercice	(1.121)	1.403
Différence de change	(187)	(76)
Gains (pertes) nets non réalisés	(1.172)	2.136
Pertes réalisées	(510)	(144)
Impôts différés	748	(513)
Réserve à la fin d'exercice	(2.193)	(1.072)

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

INFORMATIONS SUR L'ÉTAT CONSOLIDÉ DU RÉSULTAT GLOBAL

NOTE 26 INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS

en milliers de EUR	30/06/2015	30/06/2014
Créances sur la clientèle	13.193	13.539
Créances sur les établissements de crédit	2.087	1.234
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	750	1.182
Instruments financiers disponibles à la vente	730	1.164
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1.641	1.277
TOTAL	18.401	18.396

NOTE 27 INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES

en milliers de EUR	30/06/2015	30/06/2014
Dettes envers la clientèle	(938)	(1.239)
Dettes envers des établissements de crédit	(4.726)	(1.936)
TOTAL	(5.664)	(3.175)

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Informations sur l'État consolidé du résultat global

NOTE 28 GAINS (PERTES) NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS EN JUSTE VALEUR PAR LE RÉSULTAT

en milliers de EUR	30/06/2015	30/06/2014
Titres à revenu fixe	460	1.571
Titres à revenu variable hors dividendes	1.008	938
Dividendes	44	27
Réévaluation (Réductions de valeurs) du portefeuille	624	682
Change et autres	902	542
TOTAL	3.038	3.760

Tous les titres figurant sous cette rubrique sont destinés au *trading*.

NOTE 29 AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

en milliers de EUR	30/06/2015	30/06/2014
Produits sur immeubles de placement	2.268	2.638
Produits sur immeubles disponibles à la vente	474	2
Autres produits de l'actif circulant	4.057	4.044
Autres produits	423	169
TOTAL	7.222	6.853

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Informations sur l'État consolidé du résultat global

NOTE 30 AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

en milliers de EUR	30/06/2015	30/06/2014
Charges sur immeubles de placement	(682)	(1.684)
Charges sur immeubles disponibles à la vente	(145)	(11)
Autres charges de l'actif circulant	(128)	(98)
Provisions diverses et autres charges	(439)	(934)
TOTAL	(1.394)	(2.727)

Tous les immeubles de placement ont généré des revenus locatifs.

NOTE 31 CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION

en milliers de EUR	30/06/2015	30/06/2014
Frais de personnel	(42.131)	(36.212)
Frais administratifs et autres	(20.161)	(17.114)
TOTAL	(62.292)	(53.326)

31.1 FRAIS DE PERSONNEL

en milliers de EUR	30/06/2015	30/06/2014
Salaires et traitements	(32.343)	(27.643)
Charges sociales	(4.477)	(3.978)
Contribution au fond pension (régime à prestations définies)	(160)	(122)
Contribution au fond pension (régime à contributions définies)	(3.190)	(2.812)
Autres charges de personnel	(1.961)	(1.657)
TOTAL	(42.131)	(36.212)

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Informations sur l'État consolidé du résultat global

31.2 EFFECTIFS DU GROUPE

	30/06/2015	31/12/2014
Salariés occupés à plein-temps	507	497

NOTE 32 COÛT DU RISQUE

en milliers de EUR	30/06/2015	30/06/2014
Augmentation des provisions	(3.110)	(5.700)
Reprises de provisions	948	539
TOTAL	(2.162)	(5.161)

32.1 COÛT DU RISQUE, PAR NATURE D'ACTIFS

en milliers de EUR	30/06/2015	30/06/2014
Prêts et créances envers la clientèle	(1.189)	(2.619)
Engagements hors bilan	(17)	7
Autres	(956)	(2.549)
TOTAL	(2.162)	(5.161)

NOTE 33 IMPÔTS SUR LE BÉNÉFICE

en milliers de EUR	30/06/2015	30/06/2014
Impôts courants	(3.584)	(2.906)
Impôts différés	123	(530)
TOTAL	(3.461)	(3.436)

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

AUTRES INFORMATIONS

NOTE 34 POSTES HORS BILAN

en milliers de EUR		30/06/2015	31/12/2014
34.1	Engagements de financements donnés	1.790.573	1.551.228
	Aux établissements de crédit	1.475.397	1.295.536
	À la clientèle	315.176	255.692
	ouverture de crédits confirmés	6.212	7.752
	opérations de change à terme	277.480	219.766
	autres transactions	8.424	8.269
	autres	23.060	19.905
34.2	Engagements de financements reçus	1.735.321	1.515.780
	Des établissements de crédit	1.457.751	1.289.049
	De la clientèle	277.570	226.731
34.3	Actifs donnés en garantie	247.968	198.528
	Trésorerie et assimilée	23	23
	Créances	988	1.027
	Titres	245.779	196.171
	Propriétés, immeubles et terrains	1.178	1.307
34.4	Actifs reçus en garantie	1.916.664	1.782.873
	Créances	1.212.614	1.078.823
	Titres	156.072	156.072
	Marchandises	21.638	21.638
	Propriétés, immeubles et terrains	526.340	526.340

Les montants renseignés sont des valeurs de marché.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Autres informations

Note 34 Postes hors bilan (suite)

en milliers de EUR		30/06/2015	31/12/2014
34.5	Engagements de garantie donnés	82.831	75.771
	D'ordre des établissements de crédit	1.568	1.091
	D'ordre de la clientèle	81.263	74.680
	cautions administratives et fiscales	64.770	55.055
	autres garanties	16.493	19.625
34.6	Engagements de garantie reçus	257.312	250.792
	D'ordre des établissements de crédit	30.497	16.563
	D'ordre de la clientèle	226.815	234.229
34.7	Opérations fiduciaires	21.168	28.445
	Dépôts fiduciaires	21.168	28.445

Le Groupe accorde des engagements et donne certains de ses investissements en garantie dans le cadre de ses opérations bancaires principalement au titre de son refinancement interbancaire, de l'octroi de crédits à sa clientèle et d'opérations de banque privée.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Autres informations

NOTE 35 TRANSACTIONS AVEC LES PARTIES LIÉES

35.1 TRANSACTIONS AVEC LES SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

La liste des sociétés consolidées est présentée à la Note 4 (sociétés consolidées par intégration globale et sociétés consolidées par mises en équivalence). Les transactions réalisées en cours d'exercice entre les sociétés consolidées ainsi que les soldes à la date de clôture sont éliminés dans le processus de consolidation.

Les informations ci-dessous relatives aux transactions avec les entreprises liées ne concernent que les sociétés sur lesquelles le Groupe exerce une influence notable et les sociétés mises en équivalence.

35.1.1 Encours des opérations avec les parties liées

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
Actifs	325	5.598
Créances sur la clientèle	235	5.512
Autres actifs	90	86
Passifs	4.864	1.981
Dettes envers la clientèle	4.864	1.918
Autres passifs	0	63

35.1.2 Transactions réalisées avec les parties liées

en milliers de EUR	30/06/2015	30/06/2014
Intérêts et produits assimilés	6	10
Intérêts et charges assimilées	(6)	(23)
Commissions perçues	(1)	0
Autres produits d'exploitation	4	5
TOTAL	3	(8)

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Autres informations

NOTE 36 INFORMATIONS SECTORIELLES

Les informations sectorielles sont données aux pages suivantes. Le Groupe a retenu les secteurs suivants:

➤ SECTEURS ÉCONOMIQUES

- Banques: regroupant toutes les activités bancaires et à caractère financier ;
- Immobilier ;
- Agriculture ;
- Autres: regroupant les sociétés de prestations de services et activités résiduelles.

➤ SECTEURS GÉOGRAPHIQUES

- Europe ;
- Amériques: regroupant les activités aux États-Unis et à Antigua (W.I.) ;
- Australie.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015 - Autres informations

Note 36.1: État consolidé de la situation financière par secteur d'activité

(en milliers de EUR)

	Banques et finances		Immobilier		Agriculture		Autres		Total	
	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014
Caisse, avoirs auprès des banques centrales, CCP	1.022.500	849.370	0	0	0	0	97	148	1.022.597	849.518
Créances sur établissements de crédit	560.107	649.231	1.927	706	34	50	8	0	562.076	649.987
Créances sur la clientèle	1.744.465	1.561.528	406	52	0	0	18	9	1.744.889	1.561.589
Instruments financiers disponibles à la vente	211.902	219.445	2	2	0	0	0	0	211.904	219.447
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	124.217	187.360	0	0	0	0	250	2.634	124.467	189.994
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	259.438	155.552	1.108	1.612	0	0	0	1.341	260.546	158.505
Entreprises non consolidées	3.225	3.055	576	576	0	0	0	0	3.801	3.631
Participations mises en équivalence	6.749	5.062	8.372	10.554	0	0	0	0	15.121	15.616
Immobilisations corporelles	73.761	66.361	15.562	7.645	9.491	9.536	13	15	98.827	83.557
Immobilisations incorporelles	29.118	27.079	0	0	0	0	267	232	29.385	27.311
Autres actifs	27.270	27.110	316	1.267	4.221	4.103	1.146	996	32.953	33.476
Comptes de régularisation	47.958	29.586	758	1.089	1	3	173	111	48.890	30.789
Actifs d'impôts courants et différés	7.488	6.360	0	0	0	0	0	0	7.488	6.360
Écarts d'acquisition	9.121	9.121	1.274	1.274	134	134	0	0	10.529	10.529
Total Actif	4.127.319	3.796.220	30.301	24.777	13.881	13.826	1.972	5.486	4.173.473	3.840.309
Dettes envers des banques centrales	200.041	160.912	0	0	0	0	0	0	200.041	160.912
Dettes envers des établissements de crédit	129.328	27.675	16.581	12.123	0	0	0	0	145.909	39.798
Dettes envers la clientèle	3.161.383	3.051.886	2.001	385	653	766	30	4	3.164.067	3.053.041
Instruments financiers dérivés	38.690	33.577	0	0	0	0	0	0	38.690	33.577
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres passifs	38.493	35.419	541	504	2.768	2.728	3	0	41.805	38.651
Comptes de régularisation	46.919	29.661	32	33	1	4	9	3	46.961	29.701
Provisions pour risques et charges	82.281	70.997	60	74	0	0	0	0	82.341	71.071
Total Dettes	3.697.135	3.410.127	19.215	13.119	3.422	3.498	42	7	3.719.814	3.426.751

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015 - Autres informations

Note 36.2: État consolidé du résultat global par secteur d'activités

(en milliers de EUR)

	Banques et finances		Immobilier		Agriculture		Autres		Total	
	30/06/2015	30/06/2014	30/06/2015	30/06/2014	30/06/2015	30/06/2014	30/06/2015	30/06/2014	30/06/2015	30/06/2014
Intérêts et produits assimilés	18.374	18.337	23	52	0	0	4	7	18.401	18.396
Intérêts et charges assimilées	(5.249)	(2.662)	(415)	(513)	0	0	0	0	(5.664)	(3.175)
Gains (pertes) sur instruments financiers FVTPL	3.000	3.690	0	0	0	0	38	70	3.038	3.760
Gains (pertes) sur instruments financiers disponibles à la vente	2.684	3.152	0	0	0	0	0	0	2.684	3.152
Commissions perçues	76.204	63.793	0	0	0	0	0	11	76.204	63.804
Commissions versées	(11.401)	(11.650)	(47)	(41)	0	0	0	0	(11.448)	(11.691)
Autres produits d'exploitation	4.494	4.379	2.439	2.318	49	3	240	153	7.222	6.853
Autres charges d'exploitation	(291)	(454)	(971)	(1.816)	(11)	(444)	(121)	(13)	(1.394)	(2.727)
Charges générales d'exploitation	(61.627)	(52.881)	(477)	(206)	(3)	(2)	(185)	(237)	(62.292)	(53.326)
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels	(6.326)	(5.655)	(3)	(1)	0	0	(4)	(1)	(6.333)	(5.657)
Coût du risque	(2.162)	(5.161)	0	0	0	0	0	0	(2.162)	(5.161)
Quote-part du résultat net des participations mises en équivalence	1.735	277	(38)	112	0	0	0	0	1.697	389
Autres gains (pertes) nets sur entreprises liées	(291)	0	0	0	0	0	0	0	(291)	0
Résultat avant impôts	19.144	15.165	511	(95)	35	(443)	(28)	(10)	19.662	14.617
Impôts sur les bénéfices	(3.452)	(3.434)	0	0	0	0	(9)	(2)	(3.461)	(3.436)
Résultat net	15.692	11.731	511	(95)	35	(443)	(37)	(12)	16.201	11.181
dont participations ne donnant pas le contrôle	(196)	(166)	307	(62)	(6)	(4)	0	0	105	(232)
Résultat net de l'exercice (part du groupe)	15.888	11.897	204	(33)	41	(439)	(37)	(12)	16.096	11.413
Autres éléments du résultat global	35.671	3.767	369	289	94	616	455	29	36.589	4.701
Gains (Pertes) nets sur instruments financiers disponibles à la vente	(1.411)	1.620	0	309	0	0	0	0	(1.411)	1.929
Écarts actuariels concernant les avantages postérieurs à l'emploi	0	95	0	0	0	0	0	0	0	95
Différence de conversion	36.458	2.456	369	(20)	94	616	455	29	37.376	3.081
Impôts sur les autres éléments du résultat global	624	(404)	0	0	0	0	0	0	624	(404)
part du Groupe	35.793	3.737	162	176	132	594	455	29	36.542	4.536
dont participations ne donnant pas le contrôle	(122)	30	207	113	(38)	22	0	0	47	165
Résultat net de l'exercice	15.692	11.731	511	(95)	35	(443)	(37)	(12)	16.201	11.181
Total autres éléments du résultat global	35.671	3.767	369	289	94	616	455	29	36.589	4.701
Total du résultat global	51.363	15.498	880	194	129	173	418	17	52.790	15.882
dont participations ne donnant pas le contrôle	(318)	(136)	514	51	(44)	18	0	0	152	(67)
Total du résultat global, part du Groupe	51.681	15.634	366	143	173	155	418	17	52.638	15.949

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015 - Autres informations

Note 36.3: État consolidé de la situation financière par secteur géographique

(en milliers de EUR)

	Europe		Amériques		Australie		Total	
	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014	30/06/2015	31/12/2014
Caisse, avoirs auprès des banques centrales, CCP	1.022.595	849.515	2	3	0	0	1.022.597	849.518
Créances sur établissements de crédit	278.086	309.512	283.956	340.425	34	50	562.076	649.987
Créances sur la clientèle	1.717.415	1.543.970	27.474	17.619	0	0	1.744.889	1.561.589
Instruments financiers disponibles à la vente	211.904	219.447	0	0	0	0	211.904	219.447
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	124.467	189.994	0	0	0	0	124.467	189.994
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	253.199	149.441	7.347	9.064	0	0	260.546	158.505
Entreprises non consolidées	3.801	3.631	0	0	0	0	3.801	3.631
Participations mises en équivalence	13.785	12.050	1.336	3.566	0	0	15.121	15.616
Immobilisations corporelles	83.326	68.625	6.010	5.396	9.491	9.536	98.827	83.557
Immobilisations incorporelles	29.385	27.311	0	0	0	0	29.385	27.311
Autres actifs	21.833	22.707	6.899	6.666	4.221	4.103	32.953	33.476
Comptes de régularisation	47.542	29.170	1.347	1.616	1	3	48.890	30.789
Actifs d'impôts courants et différés	7.488	6.360	0	0	0	0	7.488	6.360
Écarts d'acquisition	10.395	10.395	0	0	134	134	10.529	10.529
Total Actif	3.825.221	3.442.128	334.371	384.355	13.881	13.826	4.173.473	3.840.309
Dettes envers des banques centrales	200.041	160.912	0	0	0	0	200.041	160.912
Dettes envers des établissements de crédit	132.817	27.176	13.092	12.622	0	0	145.909	39.798
Dettes envers la clientèle	2.679.832	2.514.157	483.582	538.118	653	766	3.164.067	3.053.041
Instruments financiers dérivés	38.690	33.577	0	0	0	0	38.690	33.577
Dettes représentées par un titre	0	0	0	0	0	0	0	0
Autres passifs	32.271	29.134	6.766	6.789	2.768	2.728	41.805	38.651
Comptes de régularisation	45.730	28.984	1.230	713	1	4	46.961	29.701
Provisions pour risques et charges	82.110	70.919	231	152	0	0	82.341	71.071
Total Dettes	3.211.491	2.864.859	504.901	558.394	3.422	3.498	3.719.814	3.426.751

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015 - Autres informations

Note 36.4: État consolidé du résultat global par secteur géographique

(en milliers de EUR)

	Europe		Amériques		Australie		Total	
	30/06/2015	30/06/2014	30/06/2015	30/06/2014	30/06/2015	30/06/2014	30/06/2015	30/06/2014
Intérêts et produits assimilés	17.656	17.704	745	692	0	0	18.401	18.396
Intérêts et charges assimilées	(5.189)	(2.578)	(475)	(597)	0	0	(5.664)	(3.175)
Gains (pertes) sur instruments financiers FVTPL	3.038	3.760	0	0	0	0	3.038	3.760
Gains (pertes) sur instruments financiers disponibles à la vente	2.684	3.152	0	0	0	0	2.684	3.152
Commissions perçues	66.380	55.075	9.824	8.729	0	0	76.204	63.804
Commissions versées	(10.179)	(9.274)	(1.269)	(2.417)	0	0	(11.448)	(11.691)
Autres produits d'exploitation	5.329	4.308	1.844	2.542	49	3	7.222	6.853
Autres charges d'exploitation	(854)	(678)	(529)	(1.605)	(11)	(444)	(1.394)	(2.727)
Charges générales d'exploitation	(58.435)	(50.402)	(3.854)	(2.922)	(3)	(2)	(62.292)	(53.326)
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels	(6.141)	(5.547)	(192)	(110)	0	0	(6.333)	(5.657)
Coût du risque	(2.162)	(5.161)	0	0	0	0	(2.162)	(5.161)
Quote-part du résultat net des participations mises en équivalence	1.783	389	(86)	0	0	0	1.697	389
Autres gains (pertes) nets sur entreprises liées	(291)	0	0	0	0	0	(291)	0
Résultat avant impôts	13.619	10.748	6.008	4.312	35	(443)	19.662	14.617
Impôts sur les bénéfices	(3.465)	(3.392)	4	(44)	0	0	(3.461)	(3.436)
Résultat net	10.154	7.356	6.012	4.268	35	(443)	16.201	11.181
dont participations ne donnant pas le contrôle	(33)	13	144	(241)	(6)	(4)	105	(232)
Résultat net de l'exercice (part du groupe)	10.187	7.343	5.868	4.509	41	(439)	16.096	11.413
Autres éléments du résultat global	32.011	3.527	4.482	551	96	623	36.589	4.701
Gains (Pertes) nets sur instruments financiers disponibles à la vente	(1.411)	1.620	0	309	0	0	(1.411)	1.929
Écarts actuariels concernant les avantages postérieurs à l'emploi	0	95	0	0	0	0	0	95
Différence de conversion	32.798	2.216	4.482	242	96	623	37.376	3.081
Impôts sur les autres éléments du résultat global	624	(404)	0	0	0	0	624	(404)
part du Groupe	32.011	3.518	4.397	417	134	601	36.542	4.536
dont participations ne donnant pas le contrôle	0	9	85	134	(38)	22	47	165
Résultat net de l'exercice	10.154	7.356	6.012	4.268	35	(443)	16.201	11.181
Total autres éléments du résultat global	32.011	3.527	4.482	551	96	623	36.589	4.701
Total du résultat global	42.165	10.883	10.494	4.819	131	180	52.790	15.882
dont participations ne donnant pas le contrôle	(33)	22	229	(107)	(44)	18	152	(67)
Total du résultat global, part du Groupe	42.198	10.861	10.265	4.926	175	162	52.638	15.949

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015

GESTION DES RISQUES

NOTE 37 ACTIFS ET PASSIFS FINANCIERS**37.1 ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR**

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
Créances sur établissements de crédit	562.076	649.987
Créances sur la clientèle	1.744.889	1.570.616
Instruments financiers disponibles à la vente	211.902	219.445
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	124.467	189.994
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	261.869	160.714
TOTAL	2.905.203	2.790.756

37.2 ACTIFS FINANCIERS À LA VALEUR COMPTABLE

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
Créances sur établissements de crédit	562.076	649.987
Créances sur la clientèle	1.744.889	1.561.589
Instruments financiers disponibles à la vente	211.904	219.447
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	124.467	189.994
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	260.546	158.505
TOTAL	2.903.882	2.779.522

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Gestion des risques

37.3 PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
Dettes envers des banques centrales	200.041	160.701
Dettes envers des établissements de crédit	145.909	39.798
Dettes envers la clientèle	3.164.067	3.053.041
Instruments financiers dérivés	38.690	33.577
TOTAL	3.548.707	3.287.117

37.4 PASSIFS FINANCIERS À LA VALEUR COMPTABLE

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
Dettes envers des banques centrales	200.041	160.912
Dettes envers des établissements de crédit	145.909	39.798
Dettes envers la clientèle	3.164.067	3.053.041
Instruments financiers dérivés	38.690	33.577
TOTAL	3.548.707	3.287.328

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Gestion des risques

NOTE 38 ACTIFS FINANCIERS, VENTILATION PAR DEVISE**38.1 AU 30 JUIN 2015**

en milliers de EUR	EUR	USD	CHF	AUTRES	TOTAL
Créances sur établissements de crédit	167.481	236.052	45.675	112.868	562.076
Créances sur la clientèle	739.601	151.288	815.837	38.163	1.744.889
Instruments financiers disponibles à la vente	203.586	1.685	6.633	0	211.904
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	76.907	6.841	39.249	1.470	124.467
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	116.003	19.202	125.009	332	260.546
TOTAL	1.303.578	415.068	1.032.403	152.833	2.903.882

38.2 AU 31 DÉCEMBRE 2014

en milliers de EUR	EUR	USD	CHF	AUTRES	TOTAL
Créances sur établissements de crédit	222.998	309.148	36.102	81.739	649.987
Créances sur la clientèle	741.964	155.536	636.907	27.182	1.561.589
Instruments financiers disponibles à la vente	213.870	551	5.026	0	219.447
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	138.093	2.046	49.574	281	189.994
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	67.215	15.992	70.831	4.467	158.505
TOTAL	1.384.140	483.273	798.440	113.669	2.779.522

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Gestion des risques

NOTE 39 PASSIFS FINANCIERS, VENTILATION PAR DEVISE**39.1 AU 30 JUIN 2015**

en milliers de EUR	EUR	USD	CHF	AUTRES	TOTAL
Dettes envers des banques centrales	200.041	0	0	0	200.041
Dettes envers des établissements de crédit	34.422	32.229	20.309	58.949	145.909
Dettes envers la clientèle	1.622.019	948.384	523.967	69.697	3.164.067
Instruments financiers dérivés	0	494	38.186	10	38.690
TOTAL	1.856.482	981.107	582.462	128.656	3.548.707

39.2 AU 31 DÉCEMBRE 2014

en milliers de EUR	EUR	USD	CHF	AUTRES	TOTAL
Dettes envers des banques centrales	160.912	0	0	0	160.912
Dettes envers des établissements de crédit	7.429	13.509	12.689	6.171	39.798
Dettes envers la clientèle	1.685.067	933.670	357.787	76.517	3.053.041
Instruments financiers dérivés	0	140	33.436	1	33.577
TOTAL	1.853.408	947.319	403.912	82.689	3.287.328

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Gestion des risques

NOTE 40 ACTIFS FINANCIERS DÉPRÉCIÉS

40.1 PERTE DE VALEUR

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
Créances sur la clientèle	(2.137)	4.173
Instruments financiers disponibles à la vente	(1.331)	930
TOTAL	(3.468)	5.103

40.2 REVENU D'INTÉRÊTS SUR ACTIFS DÉPRÉCIÉS

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
Créances sur la clientèle	948	1.268
Instruments financiers disponibles à la vente	111	182
TOTAL	1.059	1.450

40.3 UTILISATION DE GARANTIES REÇUES

Au cours des exercices 2015 et 2014, le Groupe n'a réalisé aucun actif reçu en garantie des crédits accordés.

40.4 *FAIR VALUE* DES GARANTIES REÇUES

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
Garanties reçues	396.914	436.395
TOTAL	396.914	436.395

En 2015, le Groupe n'a pas cédé ou donné en gage des garanties reçues.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Gestion des risques

NOTE 41 MÉTHODE D'ÉVALUATION DES INSTRUMENTS FINANCIERS

Les instruments financiers sont répartis en trois niveaux selon un ordre décroissant d'observabilité des valeurs et des paramètres utilisés pour leur valorisation :

□ **NIVEAU 1**

Instruments financiers faisant l'objet de prix de marché cotés :

Ce niveau regroupe les instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif, directement utilisables. Il comprend notamment les actions et les obligations liquides, les emprunts et ventes à découvert sur ces mêmes instruments, les instruments dérivés traités sur les marchés organisés (futures, options...), les parts de fonds dont la valeur liquidative est calculée quotidiennement ;

□ **NIVEAU 2**

Instruments financiers dont l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation utilisant des paramètres observables :

Ce niveau regroupe les instruments financiers dont la valorisation repose sur le prix d'instruments similaires cotés sur un marché actif, ou des instruments identiques ou similaires cotés sur un marché non actif mais pour lesquels des transactions régulières peuvent être observées, ou encore des instruments dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables.

Ce niveau comprend notamment les actions et obligations de faible liquidité, les emprunts et ventes à découvert sur ces mêmes instruments, les opérations de pension de courte maturité qui ne sont pas valorisées sur la base d'un cours de cotation directement observé sur le marché, les parts de fonds pour lesquelles la liquidité est assurée de façon régulière, les instruments dérivés traités sur des marchés de gré à gré dont les techniques de valorisation reposent sur des paramètres observables ainsi que les dettes structurées émises dont la valorisation ne fait appel qu'à des paramètres observables ;

□ **NIVEAU 3**

Instruments financiers dont l'évaluation fait appel à des techniques de valorisation utilisant des paramètres non observables :

Ce niveau regroupe les instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou en partie sur des paramètres inobservables ; un paramètre inobservable étant défini comme un paramètre dont la valeur résulte d'hypothèses ou de corrélations qui ne reposent ni sur des prix de transactions observables pour le même instrument à la date de valorisation, ni sur les données de marché observables disponibles à cette date.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Gestion des risques

Note 41 Méthode d'évaluation des instruments financiers (suite)

41.1 AU 30 JUIN 2015

en milliers de EUR	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	TOTAL
Instruments financiers disponibles à la vente	168.496	39.329	4.077	211.902
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	112.518	10.919	1.030	124.467
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	261.869	0	0	261.869
TOTAL	542.883	50.248	5.107	598.238
Instruments financiers dérivés (passif)	38.151	539	0	38.690
TOTAL	38.151	539	0	38.690

41.2 AU 31 DÉCEMBRE 2014

en milliers de EUR	NIVEAU 1	NIVEAU 2	NIVEAU 3	TOTAL
Instruments financiers disponibles à la vente	169.251	50.194	2	219.447
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	138.836	49.934	1.224	189.994
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	158.505	0	0	158.505
TOTAL	466.592	100.128	1.226	567.946
Instruments financiers dérivés (passif)	33.435	142	0	33.577
TOTAL	33.435	142	0	33.577

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Gestion des risques

NOTE 42 EXPOSITION MAXIMALE AU RISQUE DE CRÉDIT HORS GARANTIES ET REHAUSSEMENT DE CRÉDIT

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
Caisse, avoirs auprès des banques centrales, CCP	1.022.597	849.518
Créances sur établissements de crédit	562.076	649.987
Créances sur la clientèle	1.744.889	1.561.589
Instruments financiers disponible à la vente	211.904	219.447
Instruments financiers en juste valeur par le résultat	124.467	189.994
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	260.546	158.505
Entreprises non consolidées	3.801	3.631
Participations mises en équivalence	15.121	15.616
Immobilisations corporelles	98.827	83.557
Immobilisations incorporelles	29.385	20.852
Autres actifs	32.953	33.476
TOTAL	4.106.566	3.786.172
Engagements de financements donnés	1.790.573	1.551.228
Engagements de garantie donnés	82.831	75.771
TOTAL	1.873.404	1.626.999
TOTAL EXPOSITION AU RISQUE DE CRÉDIT	5.979.970	5.413.171

Les informations fournies dans le tableau ci-dessus ne prennent pas en compte des garanties reçues en déduction de l'exposition maximale au risque de crédit.

Une information détaillée de ces engagements reçus est présentée en note 34.

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Gestion des risques

NOTE 43 CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE: QUALITÉ DU CRÉDIT

43.1 AU 30 JUIN 2015

en milliers de EUR	valeur brute	réduction de valeur	valeur nette
Crédits à encours normal	1.701.120	(1.766)	1.699.354
Crédits échus, mais non dépréciés	9.875	(144)	9.731
Crédits dépréciés	80.287	(44.483)	35.804
TOTAL NET	1.791.282	(46.393)	1.744.889

43.2 AU 31 DÉCEMBRE 2014

en milliers de EUR	valeur brute	réduction de valeur	valeur nette
Crédits à encours normal	1.523.313	(1.883)	1.521.430
Crédits échus, mais non dépréciés	4.012	(73)	3.939
Crédits dépréciés	79.598	(43.378)	36.220
TOTAL NET	1.606.923	(45.334)	1.561.589

43.3 ÉCHÉANCE DES CRÉDITS ÉCHUS MAIS NON DÉPRÉCIÉS

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
plus de 3 mois à 6 mois	2.877	1.477
plus de 6 mois à 1 an	1.567	2.462
plus de 1 an	5.287	0
Valeur nette	9.731	3.939

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Gestion des risques

NOTE 44 COMPOSITION DES CRÉDITS, NET DE RÉDUCTIONS DE VALEUR

44.1 AU 30 JUIN 2015

en milliers de EUR	à encours normal	échus, mais non dépréciés	dépréciés	Total
prêts hypothécaires	958.835	6.856	8.950	974.641
prêts avec autres garanties	619.968	25	17.191	637.184
prêts sans aucune garantie	120.551	2.850	9.663	133.064
TOTAL	1.699.354	9.731	35.804	1.744.889

44.2 AU 31 DÉCEMBRE 2014

en milliers de EUR	à encours normal	échus, mais non dépréciés	dépréciés	Total
prêts hypothécaires	777.443	0	11.485	788.928
prêts avec autres garanties	674.469	0	13.272	687.741
prêts sans aucune garantie	69.517	3.939	11.464	84.920
TOTAL	1.521.429	3.939	36.221	1.561.589

Notes aux comptes annuels consolidés arrêtés au 31 décembre 2014
Gestion des risques

NOTE 45 VARIATION DE LA CORRECTION DE VALEUR SUR CRÉANCES DOUTEUSES

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
Correction de valeur au début de l'exercice	(45.334)	(40.567)
Effet de change	(1.690)	(197)
Dotations de l'exercice	(1.492)	(5.941)
Reprise des corrections de valeur	1.403	562
Corrections de valeur utilisée	774	809
Reclassement	(57)	0
Correction de valeur à la fin de l'exercice	(46.396)	(45.334)

NOTE 46 RECLASSIFICATION D'INSTRUMENTS FINANCIERS

Conformément à la faculté admise par les amendements aux normes IAS 39 et IFRS 7 adoptés par l'Union Européenne le 15 octobre 2008 suite à la crise des marchés financiers internationaux, le Groupe a jugé opportun de reclasser certains instruments financiers initialement détenus à des fins de transaction qui présentent une forte absence de transactions.

Ces instruments ont été transférés de la catégorie titres en juste valeur par le résultat dans le portefeuille de titres disponibles à la vente.

Le flux de trésorerie attendu et jugé recouvrable s'élève à EUR 12,1 millions (31.12.2014 : EUR 12,1 millions).

Le taux moyen d'intérêt effectif s'élève à 1,91 % (31.12.2014 : 3,19 %).

La valeur nominale des titres résiduels reclassés s'élève à EUR 11,5 millions (31.12.2014 : EUR 11,5 millions).

Notes aux états financiers consolidés arrêtés au 30 juin 2015
Gestion des risques

Note 46 Reclassification d'instruments financiers (suite)

en milliers de EUR	30/06/2015	31/12/2014
Titres à revenu fixe		
Valeur au bilan à la date du reclassement	16.696	16.696
Gains (Pertes) de valeur à la date du reclassement	(278)	(278)
Juste valeur à la date du reclassement	16.418	16.418
Total des titres sortis	(5.333)	(5.333)
Gains (Pertes) de valeur de la date de reclassement	(400)	(199)
Juste valeur à la clôture	10.685	10.886
Gains (Pertes) de valeur de l'exercice	(201)	881

NOTE 47 PASSIFS ÉVENTUELS

Comme déjà mentionné dans le rapport 2014, les Autorités fiscales italiennes avaient contesté certains opérations, conclues en 2008, effectuées par Cassa Lombarda sur des actions négociées dans les marchés réglementaires.

L'instance de suspension du jugement présentée par la banque a été refusée et, de ce fait, Cassa Lombarda a payé environ EUR 0,4 million au cours du 1^{er} semestre 2015.

Convaincu d'avoir agi conformément à la loi, la banque a décidé de s'opposer à tous les niveaux et degrés d'instance.

NOTE 48 ÉVÉNEMENTS IMPORTANTS APRÈS LA CLÔTURE DE LA PÉRIODE

Depuis la clôture du premier semestre 2015 et jusqu'à ce jour, aucun fait significatif n'est à signaler.

COFI
société anonyme

CASSA LOMBARDA S.P.A.

Via Manzoni 12/14 • I-20121 Milano
Tél. +39 - 02 77 99 1 • Fax +39 - 02 760 14 372
www.cassalombarda.it • e-mail: info@cassalombarda.it

PKB PRIVATBANK S.A.

Siège social – Direction générale
Via S. Balestra 1 • CH-6900 Lugano
Tél. +41 (0)91 913 35 35 • Fax +41 (0)91 923 35 22
www.pkb.ch

Succursale Bellinzona

Viale Stazione 4 • CH-6500 Bellinzona
Tél. +41 (0)91 874 33 33 • Fax +41 (0)91 874 33 44

Succursale Genève

12, Rue Charles-Galland • CH-1206 Genève
Tél. +41 (0)22 346 91 55 • Fax +41 (0)22 346 42 56

Succursale Lausanne

Place Saint-François 7 • CH-1003 Lausanne
Tél. +41 (0)21 343 36 36

Succursale Zürich

Tödistrasse 47 • CH-8002 Zürich
Tél. +41 (0)44 204 34 34 • Fax +41 (0)44 204 34 35

PKB PRIVATBANK LTD.

01, Pavillon Drive • St. Georges • Antigua & Barbuda (West Indies)
Tél. +1-268 - 484 12 50 • Fax +1-268 - 484 12 63

PKB BANCA PRIVADA (PANAMÀ) S.A.

Calle 50 y Calle Elvira Méndez • PH Tower Financial Center (Towerbank) • Piso 49
Ciudad de Panamá
Tél. +507 294 07 00 • Fax +507 294 07 70

DORFINA S.A.

Via S. Balestra 16 • CH-6900 Lugano
Tél. +41 (0)91 923 54 66 • Fax +41 (0)91 923 71 15
e-mail: info@dorfina.ch

QUINTIA S.P.A.

Via Filippo Turati 3 • I-20121 Milano
Tél. +39 - 02 290 10 420 • Fax +39 - 02 290 10 407
e-mail: info@quintia.it • quintia@quintia.it

COFI
société anonyme

2, rue de l'Eau • L-1449 Luxembourg
R.C.S.: Luxembourg B 9539
Tél. +352 - 29 92 30 • Fax +352 - 29 92 31
www.cofi.lu • info@cofisa.lu